



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE CAPITALISME C'EST LE CHAOS MONDIAL ET LA BARBARIE

■ La bourgeoisie ne manque pas d'air. A l'heure où les principales puissances sont sur le point de déchaîner au Moyen-Orient une tuerie plus meurtrière que toutes celles qui ont ensanglanté la planète depuis la seconde guerre mondiale, elle ose nous jouer, à grands renforts médiatiques, la répugnante comédie de la "paix" et du "désarmement". La fameuse "Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe", ce ramassis de salopards regroupant 34 Etats aujourd'hui sur le pied de guerre, qui vient de se tenir à Paris, est un summum du cynisme et de l'hypocrisie de la classe dominante.

On veut nous faire croire, une fois de plus, qu'avec l'effondrement du bloc de l'Est, avec "la fin de la guerre froide", s'ouvre "une nouvelle ère de démocratie, de paix et d'unité" dont les participants à la conférence seraient les garants et l'exemple à suivre pour le reste du monde.

Bel exemple en effet, quand les USA viennent de décider d'expédier 200.000 hommes supplémentaires sur le théâtre du massacre qui se prépare, quand le gouvernement britannique, tout "détaché" qu'il soit, annonce le lendemain même de la conférence, qu'il double lui aussi ses effectifs sur le terrain, et quand tout ce beau monde se met enfin d'accord, dans les couloirs du sommet, pour l'adoption d'une résolution de l'ONU autorisant le déchaînement de la tuerie.

Mensonges et poudre aux yeux que ce "traité de désarmement" signé par les 34 participants et qualifié d'"historique" par Mitterrand, quand il s'agit pour l'essentiel de mettre à la casse le stock d'armements désuet et désormais inutilisable du défunt bloc impérialiste russe, tandis que la puissance de feu des principales puissances occidentales, Etats-Unis en tête, n'est nullement remise en

cause et que chaque jour qui passe voit s'accumuler dans le Golfe une armada particulièrement efficace et meurtrière prête à être utilisée.

Cinéma enfin, que ces belles déclarations, la main sur le coeur, annonçant des relations entre Etats "désormais fondées sur le respect et la coopération", quand dans la réalité, tous ces truands, hier encore relativement solidaires et disciplinés lorsqu'ils obéissaient à leurs chefs de bande respectifs, se livrent aujourd'hui entre eux à une véritable foire d'empoigne et laissent libre court à l'affirmation de leurs intérêts respectifs (voir article ci-dessous).

Ce que révèle au contraire la situation présente, c'est à quel point, loin d'ouvrir une "ère de coopération et de sécurité", l'effondrement des anciennes alliances impérialistes, ouvre la porte au déchaînement tous azimuts des rivalités entre brigands impérialistes, à une guerre économique à outrance entre les Etats, à une situation où, plus que jamais dans toute l'histoire du capitalisme, chaque capital national est prêt à tout pour faire valoir ses intérêts contre les autres. Et, loin de s'engager à "régler les différends par des moyens pacifiques", le capitalisme n'aura d'autre réponse à ce chaos grandissant que le militarisme et la guerre.

Pour les prolétaires, il ne peut pas être question de se laisser endormir par les discours de la classe dominante. Moins que jamais, ils ne peuvent se voiler les yeux devant la gravité de la situation présente.

Ils ne peuvent se voiler les yeux ni devant le bain de sang qui s'apprête à transformer en cadavres des milliers de leurs frères de classe au Moyen-Orient, ni devant les enjeux historiques gravissimes que cette situation révèle pour l'avenir de l'espèce humaine. La guerre du Golfe ne fait qu'annoncer le déchaînement d'autres massacres toujours

plus meurtriers impliquant de plus en plus les grandes puissances capitalistes et la plongée de la planète dans un chaos sanglant qui menace de la détruire totalement.

Seule la lutte de la classe ouvrière comme classe est capable d'opposer un frein à cette logique meurtrière. En premier lieu, c'est sa mobilisation comme classe, sa détermination à refuser les sacrifices économiques que lui impose le capitalisme en crise qui peuvent empêcher ce système de mort de lui imposer le sacrifice suprême de l'embrigadement pour la guerre. Et surtout, cette lutte elle-même est la seule qui, en s'opposant aux fondements même du capitalisme, l'exploitation salariée, peut s'opposer à la logique guerrière qui est devenue le mode de vie même de ce système.

Une responsabilité énorme pèse sur les épaules de la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme. C'est de son combat de classe, et de sa capacité à le mener jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au renversement du capitalisme, que dépend le sort de l'humanité.

Face aux massacres présents et à venir, face à la misère grandissante que lui impose le capitalisme, la classe ouvrière se doit de développer avec encore plus de détermination ses combats de classe. Contre tous ceux qui tentent de l'endormir avec des discours pacifistes et de la paralyser en lui faisant croire que les attaques toujours plus féroces que lui fait subir le capitalisme n'ont rien à voir avec les menaces guerrières, elle doit au contraire faire front contre ces attaques, en comprenant que chaque combat mené contre elles, est aussi une préparation au renversement du capitalisme. C'est la seule voie possible.

PE (24.11.90)

Derrière l'«unité» anti-Irak LA GUERRE DE TOUS CONTRE TOUS

■ Le 26 août dernier, l'Autrichien Kurt Waldheim s'était rendu à Bagdad pour traiter avec "le diable" en personne, Saddam Hussein, et il en avait ramené un contingent d'otages. Cette initiative avait suscité un véritable tollé unanime. La "communauté internationale" anti-Irak n'avait pas eu alors de mots assez durs pour vilipender et flétrir les "pratiques méprisables" de cet individu, s'accordant si bien avec son "passé abject" d'ancien nazi.

Le 6 novembre, l'Allemand Willy Brandt, avec l'aval de son gouvernement et la bénédiction de l'Internationale Socialiste, accomplissait exactement la même chose. Cette fois, à part l'américaine et l'anglaise, aucune bourgeoisie n'avait à redire sur l'entreprise ; au contraire, cette démarche était plutôt accueillie avec sympathie et bienveillance.

Que s'est-il donc passé entre ces deux événements pour provoquer un si net revirement d'attitude au sein même de la coalition anti-irakienne ?

DU "TOUS POUR UN", CONTRAINTS ET FORCES...

Ce n'est plus un mystère aujourd'hui : le Pentagone a bel et bien attiré Saddam Hussein dans un traquenard en laissant son armée envahir le Koweït le 2 août sans bouger le petit doigt, alors que la Maison Blanche n'ignorait rien des intentions et des manoeuvres militaires irakiennes en juillet. Mais le principal objectif de l'Etat américain était, dès le départ, de piéger également les autres grandes puissances en les contraignant à resserrer les rangs derrière lui.

Pourquoi ? La raison majeure, c'est que les Etats-Unis ont rapidement pris conscience dans les mois qui ont suivi la disparition du bloc de l'Est, que leurs anciens alliés commençaient à manifester des velléités de plus en plus nettes d'indépendance, à vouloir se dégager de la tutelle US pour tenter de jouer leur propre carte dans l'arène impérialiste mondiale.

Les USA ont alors compris qu'avec la fin de la menace russe, c'était le ciment principal de leur propre bloc qui avait

disparu. Il était alors évident que tout l'ordre mondial qui était jusque là à l'avantage des Etats-Unis se trouvait chamboulé et que leur propre domination sur la plus grande partie du monde capitaliste se voyait menacée.

C'est pour cela que l'opération "Bouclier du désert" n'avait pas seulement pour but d'obtenir une unité et une cohésion des autres Etats centraux autour du problème irakien mais surtout d'intimider ces derniers, de les enrôler de gré ou de force derrière la politique choisie, décidée et imposée par les USA.

Voilà pourquoi depuis le début du conflit, la bourgeoisie américaine, pour affirmer son leadership sur le monde, a été si prompt à étaler sa faramineuse puissance militaire, concrétisée par un envoi massif de troupes nanties des matériels de guerre les plus sophistiqués, performants et meurtriers de la planète. Voilà pourquoi les autres puissances ont été embarquées et contraintes de suivre les USA dans leur équipée militaire (cf. RI n° 193, 194 et 195).

Dès le début de l'opération, des réticences discrètes se sont manifestées parmi les Etats ainsi sollicités. En particulier, la bourgeoisie française, jusque là dans les meilleurs termes d'amitié et de commerce avec l'Irak, a traîné les pieds près de trois semaines, entendant même jouer dans un premier temps la carte de ses petits intérêts boutiquiers à travers ses propositions d'"arbitrage diplomatique".

Face à ce manque d'empressement à s'aligner, la réaction américaine a été pleinement significative de "la politique de la trique" que les USA entendent désormais appliquer aux récalcitrants comme en témoigne l'expulsion manu militari de l'impérialisme français du Liban (cf. RI 195).

Ainsi, pendant les deux premiers mois de l'opération "Bouclier du désert", c'était par conséquent à un resserrement progressif, imposé par la force, des liens à l'intérieur de la coalition anti-irakienne que les Etats-Unis sont parvenus à établir.

Mais à partir du mois d'octobre, c'est un tournant inverse qui tend à s'imposer. Les intérêts particuliers divergents de

tous ces gangsters impérialistes s'expriment désormais ouvertement, faisant éclater cette unité de façade. C'est-à-dire qu'un des objectifs principaux des USA à travers le montage de cette guerre -réaffirmer leur autorité sur les autres grandes puissances- est nettement remis en question.

... AU "CHACUN POUR SOI" CONTRE LE GENDARME US

La suprématie des Etats-Unis ne peut s'affirmer qu'au détriment des intérêts impérialistes des autres puissances car, dans l'affaire, s'il est évident que les USA ont tout à gagner, pour tous les autres brigands, plus la puissance militaire américaine s'affirme, plus ils se retrouvent soumis et impuissants et plus leurs propres intérêts se trouvent remis en

(suite page 2)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

- . Affaire "Gladio" p. 2
- . Toutes les nations sont impérialistes p. 3
- . Le poison pacifiste p. 3
- . La désagrégation de l'URSS p. 4
- . Roumanie : un an après la "révolution populaire" p. 5
- . Thatcher s'en va p. 5
- . Brésil : le capitalisme tue les enfants p. 5

SITUATION EN FRANCE

- . Lycéens : un rideau de fumée p. 6
- . Campagne sur la CSG : une mascarade p. 6
- . L.O. appelle les ouvriers à s'entretenir p. 6

COURRIER DE LECTEUR p. 7

LA GUERRE DE TOUS CONTRE TOUS

(SUITE DE LA PAGE 1)

cause. C'est pourquoi, contrairement aux USA, ils n'ont aucun intérêt propre à l'éclatement de la guerre avec l'Irak.

C'est pourquoi ces intérêts divergents se manifestent de plus en plus au grand jour à partir de ce moment-là et se cristallisent dans les désaccords et réticences des différentes puissances impérialistes vis-à-vis de l'option militaire des Etats-Unis. C'est alors une multiplication de tentatives de plus en plus ouvertes de saboter, de torpiller cette intervention militaire.

C'est publiquement, au conseil de sécurité de l'ONU, que des "alliés" tels que la France, l'URSS et la Chine, membres permanents du Conseil de Sécurité, soutenus par la plupart des autres nations, font de l'obstruction systématique dans les discussions et les votes des résolutions pour détourner ou pour limiter la portée des propositions de la délégation américaine : l'embargo, oui, le blocus, la rigueur, la riposte en cas d'agression irakienne sur la moindre pièce du dispositif militaire, du bout des lèvres, mais pas davantage. Ainsi, ils s'opposent autant que possible depuis des semaines à la résolution préconisée sur le recours direct à la force militaire contre l'Irak pour ensuite s'abriter derrière le respect des règles "du droit international". C'est Mitterrand qui pérorait à la tribune de l'ONU en prétendant que "la logique de guerre n'est peut-être pas inéluctable" et que "une autre logique pourrait s'ouvrir si Saddam Hussein renonçait à ses prétentions sur le Koweït" puis qui relance de plus belle, de concert avec Gorbatchev, l'option diplomatique. C'est aussi le gouvernement français qui fait reculer de 50 km ses troupes par rapport au front pendant que les USA renforcent leur potentiel militaire. C'est encore tout récemment Kohl qui déclarait plus nettement à la radio allemande son hostilité à la solution militaire en proclamant que "quiconque croit pouvoir résoudre le problème par cette voie doit penser au dénouement d'une telle entreprise"...

C'est également en sous-main que l'on se met à des tractations avec S. Hussein d'abord en catimini et isolément puis ouvertement et de plus en plus nombreux.

C'est le gouvernement français qui donne le coup d'envoi de ce changement d'attitude et de la ruée vers Bagdad de façon particulièrement surnoise et hypocrite. C'est après la libération des otages français que la réalité s'est peu à peu fait jour : on apprend ainsi après maints démentis officiels que l'ancien chef de la diplomatie française, Cheysson, avait rencontré mi-octobre à Amman le ministre des affaires étrangères irakien. Ensuite, la même discrétion n'a plus été de mise, une pléiade de personnalités politiques de premier plan se sont rendus directement à Bagdad. Et Cheysson pouvait alors déclarer : "La manière dont les otages sont libérés doit toujours rester secrète"... Ces voyages effectués officiellement pour négocier des libérations d'otages sont destinés à couvrir bien d'autres tractations. Les libérations d'otages ne sont pas des fleurs gratuites. Derrière les déclarations des Brandt et des Nakasone à leur retour, du style "nous avons longuement évoqué notre profonde volonté de paix tout en rappelant que l'évacuation du Koweït était un préalable sans condition à cette paix", il faut comprendre que les "visiteurs" ont mis en avant leur désaccord profond avec l'option militaire des USA ; qu'ils n'avaient aucun intérêt à l'écrasement total de l'Irak et que si Saddam Hussein était "suffisamment

raisonnable" en abandonnant le Koweït, pour leur part, ils étaient tout prêts à fournir une aide substantielle et à rétablir des relations commerciales avec l'Irak. Quant à Saddam Hussein, il a très bien su profiter de cette situation de division, en attisant encore ces clivages. Aujourd'hui encore, l'antichambre de Saddam Hussein est devenue un véritable bazar international où se croisent et se bousculent diplomates et missions parlementaires d'un peu partout et de tout poil, venus s'occuper exclusivement de leurs petites affaires, livrant un tableau édifiant du degré de "chacun pour soi" dans lequel sont tombées d'ores et déjà les différentes nations.

On est aux antipodes du respect du premier mot d'ordre lancé par les Etats-Unis à la "communauté internationale" : "pas la moindre négociation avec l'Hitler du Moyen-Orient !"

La réaction américaine n'en a été que plus vigoureuse, suivie comme son ombre par celle de la Grande-Bretagne avec leur réaffirmation intransigeante du refus de toute négociation. En même temps, Bush, Baker, Thatcher, se répandaient en critiques acerbes et sans ménagement envers "les alliés peu sûrs", notamment à l'encontre de la France accusée "de duplicité et de manque de conviction dans ses engagements militaires".

Parallèlement, les USA décidaient de doubler leurs effectifs militaires et leur matériel de guerre dans le Golfe d'ici la fin de l'année, hissant le dispositif militaire des Etats-Unis au niveau du plus fort de leur engagement au Vietnam, si ce n'est davantage.

Mais l'ampleur et la force des tensions se dévoilent pleinement lors du récent sommet de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) où c'est un véritable bras de fer qui est engagé. Sous la pression énorme, directe et constante des Etats-Unis, la question de l'intervention militaire dans le Golfe polarise totalement ce sommet, les questions du désarmement en Europe sont expédiées, celles sur les nouvelles structures de l'Europe qui devaient être au centre des débats sont éliminées. Et c'est dans les coulisses que se règlent les différends.

LA SPIRALE INFERNALE
DE LA GUERRE ET DU CHAOS

Loin de freiner "la logique de guerre", l'expression ouverte et l'accentuation de ces tensions entre les Etats-Unis et les autres principales puissances n'ont fait que renforcer la détermination du gendarme US de mener l'opération militaire jusqu'à son terme. En fait, dans cette entreprise, outre le soutien inconditionnel de l'Etat britannique, les USA savent ne pouvoir compter que sur l'appui sans ambiguïté des Etats directement intéressés à la perte de l'Irak : les bourgeoisies arabes rivales de ce pays et Israël. Mais les manifestations croissantes des manœuvres de sabotage et des résistances ouvertes chez leurs autres pseudo-alliés les ont incités à frapper d'autant plus vite et fort, à précipiter les échéances pour les contraindre.

Que ce soit à travers la tournée de Baker dans les principales capitales de la "coalition" ou lors du sommet de la CSCE, c'est le même message qui est délivré, c'est le même ultimatum qui est réitéré : si les grandes puissances s'obstinent à ne pas soutenir devant le conseil de sécurité de

l'ONU la résolution donnant le feu vert à l'usage de la force envers l'Irak, les USA interviendront seuls et les autres seront mis devant le fait accompli. A ce moment là, ceux qui ne suivraient pas, qui ne s'aligneraient pas et dont les troupes resteraient en dehors du conflit, le paieront très cher. Non seulement les Etats-Unis menacent de les dénoncer aux yeux du monde comme faisant le jeu de l'ennemi, comme les complices de Saddam Hussein, mais ils ajoutent des promesses de représailles à plus long terme qui auraient des répercussions encore plus sérieuses pour les Etats concernés sur le plan de leur avenir impérialiste, économique ou commercial (par exemple, leur couper les livraisons pétrolières).

Face à ce chantage brutal et cynique du "parrain", les autres malfrats impérialistes ne peuvent que s'exécuter. Ils n'ont pas les moyens de résister, n'ayant aucune alternative à proposer, aucun moyen de pression efficace à faire valoir, prouvant que leur regroupement hétéroclite autour de la défense de leurs mesquins intérêts nationaux particuliers ne pouvait aboutir qu'à une fronde lamentable.

Par exemple, l'URSS confirme avec ses volte-face à répétition, sa totale impuissance. L'ex-seconde puissance impérialiste mondiale n'a même plus de politique étrangère digne de ce nom. Ses différentes positions successives dans la crise du Golfe qui vont du jour au lendemain, du rejet de toute intervention militaire jugée "inacceptable" à l'issue de sa rencontre avec Mitterrand, à l'acceptation d'une telle intervention après la visite de Baker à Moscou, sont directement liées à la valeur des chèques et des avantages immédiats qui lui sont proposés.

Quant à la France, dès la conférence de presse qui clôturait la CSCE, Mitterrand annonçait son "accord" résigné et piteux à "l'orientation américaine" en même temps qu'il annonçait le vote de la résolution de l'ONU, enfin "rendue possible" à brève échéance.

Même si, dans le règlement de la crise du Golfe, la politique de la trique menée par les USA à l'égard de leurs "alliés" porte ses fruits de façon immédiate, les tensions qui se sont révélées ces dernières semaines entre les principaux Etats impérialistes ne vont ni s'atténuer, ni encore moins disparaître avec le déchaînement prochain de la barbarie guerrière contre l'Irak. Au contraire.

Les antagonismes d'intérêts impérialistes sont appelés à se développer encore beaucoup plus fortement avec l'aggravation catastrophique de la crise économique mondiale où la concurrence entre les différents Etats capitalistes va tendre de plus en plus à se déchaîner sur le terrain des affrontements militaires, obligeant les USA à affirmer toujours plus leur rôle de gendarme du monde face aux tendances au "chacun pour soi".

La guerre du Golfe ouvre ainsi une période d'instabilité croissante dans lequel les coalitions d'intérêts entre Etats ne pourront qu'être éphémères et dans lequel toutes les grandes puissances vont être impliquées dans un chaos de plus en plus sanglant.

C'est bien cette perspective de la guerre de tous contre tous, dans laquelle le capitalisme à l'agonie plonge l'humanité, qui se trouve de plus en plus exposée au grand jour.

YD (24/11/90)

Affaire "Gladio"

LES BOURGEOISIES EUROPEENNES
SE DEGAGENT DE LA TUTELLE AMERICAINE

■ 1983, gare de Bologne en Italie. Des centaines de gens affairés se trouvent là quand éclate la bombe ; oeuvre d'un dément, d'un fou dangereux, d'un terroriste sanguinaire... On se rappelle les images horribles des nombreuses victimes et aussi la réaction indignée, dégoûtée, des médias, la chasse effrénée aux terroristes par tous les gouvernements des pays de l'Ouest européen dont celui de l'Italie n'était pas le moins zélé. Ce ne fut qu'un épisode parmi les plus odieux de toute la violence terroriste qui sévissait en Europe ces années-là.

1990, Giulio Andreotti, qui participa à presque tous les gouvernements italiens depuis 1947 et se trouve aujourd'hui encore président du Conseil, fait parler de lui une nouvelle fois ; il arrive benoîtement et annonce dans un rapport "confidentiel", à présent connu de tous, qu'en Italie, il existe toujours un réseau clandestin d'agents commandé par les services secrets et largement financé par l'OTAN et la CIA. Ce réseau, du nom de "Gladio" (glaiive en italien), avait été mis en place, dans toute l'Europe, par les USA au début de la guerre froide afin "de résister à une éventuelle occupation ennemie", c'est-à-dire russe. Ce réseau est composé de barbouzes triées sur le volet, rompues à toutes les techniques de la propagande, du sabotage et de la guérilla. De fil en aiguille, on en vient à ne plus douter que "Gladio" est à l'origine de pas mal d'attentats en Italie dont justement celui de Bologne ou encore le meurtre d'Aldo Moro. Le terrorisme peut bien être noir ou rouge, venir de Libye ou d'ailleurs, il semble que "Gladio" et consœurs y soient dans presque tous les cas mêlés. Alimentant "la stratégie de la tension" dans toutes ces années pour arriver à ses fins, la bourgeoisie magouille, assassine ses pairs et massacre des innocents !

Pour les "gladiateurs", il s'agissait de contrer tout ce qui était prorusse et notamment l'arrivée du PCI au pouvoir, qui aurait, paraît-il, mis l'OTAN en danger.

Puis petit à petit, on découvre aussi que le même type d'organisation clandestine existait en France jusqu'au 1er novembre, date approximative à laquelle Mitterrand l'aurait dissoute ; elle existait également en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne ou encore en Suède, bref, l'Europe occidentale en était totalement pourvue ! En fait, ce qu'on découvre aujourd'hui avec l'affaire "Gladio", c'est tout simplement l'existence d'une structure secrète de l'OTAN dont s'étaient dotés, sous l'égide des USA, les principaux pays de l'ex-bloc occidental (y compris la France, dont les velléités d'indépendance à l'égard des USA apparaissent maintenant ouvertement pour ce qu'elles étaient déjà à l'époque de De Gaulle : de l'esbroufe !).

Que tout cela perce aujourd'hui au grand jour n'est en rien une preuve de "changement d'attitude" de la bourgeoisie

sur le fond. La conjonction extraordinaire des circonstances historiques actuelles permet à elle seule de comprendre pourquoi tout cela se sait maintenant, pourquoi, à la suite de l'Etat italien, toutes les puissances européennes lancent à présent ce pétard. C'est bien sûr, comme l'avoue ouvertement Andreotti, parce que les blocs impérialistes d'hier ont disparu que la raison de l'existence de "Gladio" s'écroule aussi. Mais au-delà de cette réalité, ce que révèle cette affaire, c'est surtout la tentative des principaux pays occidentaux de se dégager de la tutelle américaine, voire de s'y opposer, au moment même où les USA s'efforcent par tous les moyens de réaffirmer leur leadership sur le monde à travers leur offensive militaire contre l'Irak. En faisant exploser au grand jour le réseau "Gladio", tous les pays européens impliqués dans cette opération, ne visent ainsi à rien de moins que torpiller la discipline que cherchent à leur imposer les USA. L'affaire "Gladio" n'est, ainsi, qu'une nouvelle manifestation caricaturale de la tendance au "chacun pour soi" qui caractérise la politique de tous les Etats sur l'arène impérialiste mondiale.

Baldwin (22.11.90)

Courant Communiste International
Revue Internationale 63
4^e trimestre 1990 15 N° / 75 F

Crise du Golfe Persique
LA GUERRE DANS LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME

Crise Economique Mondiale
LE PETROLE : UN FAUX ALIBI POUR UNE VRAIE CRISE

Résolution
LA SITUATION INTERNATIONALE

Mensonges et vérités de l'écologie
C'EST LE CAPITALISME QUI POLLUE LA TERRE

Polémique
LES REVOLUTIONNAIRES
FACE AUX EMEUTES DE LA FAIM

QUELQUES LIBRAIRIES
OU L'ON PEUT TROUVER
LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Leprieux
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58, rue de Grassis
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17 rue M^{al} de Lattre de Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien Gryphe (7^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6, rue Pastoret. 13006
"Le Temps de Vivre", 54, La Canebière. 13001
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte. 13015
Maison de la Presse, rue Lamartine. 13500 Martigues
Maison de la Presse, quai Stalingrad, 13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagnaux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon Pasteur
"Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
"Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais.
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles", 47, rue St Honoré (75001)
"FNAC" Forum des Halles
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (75007)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
"FNAC", 1 bis, place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Librairie du Grand Marché", 25, rue du Grand Marché.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons que nous sommes répertoriés sous le numéro :

ISSN 0336 464 X

AVIS AUX LECTEURS

L'"Histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise" étant un ouvrage très volumineux, sa publication a pris du retard. Les souscriptions ne sont pas perdues : nous tenons à nous excuser auprès des souscripteurs qui seront servis en priorité dès la parution de l'ouvrage.

PETITES OU GRANDES, PAUVRES OU RICHES

TOUTES LES NATIONS SONT IMPERIALISTES

■ Ah ça, non ! la gauche stalinienne et surtout l'extrémisme gauchiste (trotskistes, maoïstes, anarchistes, tiers-mondistes...) du capital ne font pas preuve d'indifférence face à la situation de guerre générale qui pèse sur le Moyen-Orient. Sont-ce les misères, les souffrances et les destructions que provoquerait le feu des armes qui leur font prendre parti ? Très peu. En réalité, quand cette racaille bourgeoise, avec force trémolos pacifistes dans ses articles de presse ou à l'occasion de ses défilés au long des rues citadines, enjoint les ouvriers à ne pas demeurer indifférents, c'est précisément pour leur demander d'établir des différences : il y a d'un côté, dit-elle, l'insoutenable guerre que mènent les empires pétroliers d'Occident pour protéger leurs superprofits, celle que conduisent les maîtres du monde pour faire valoir le droit international qu'ils ont pour leur seul intérêt défini eux-mêmes, et de l'autre côté la "soutenable" et très légitime guerre des petites nations - arabes en l'occurrence - ainsi que des peuples pauvres du Sud contre les privilèges des peuples et nations riches du Nord.

Au bout du compte, le non-indifférentisme de ces gens-là a pour seul sens d'amener les prolétaires à soutenir le camp belligérant réputé le plus faible et, au besoin, à se faire tuer pour lui. Véritable sergent recruteur, cette répugnante engeance bourgeoise entend rendre le prolétariat indifférent aux véritables raisons qui poussent les Etats, l'Irak, l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis ou les autres, à la guerre, escompte aveugler les ouvriers quant à la nature profonde de celle-ci - qui ne dépend pas au premier chef d'un peuple ou d'une nation en particulier mais du fonctionnement global du capitalisme décadent. Elle se propose de maintenir la classe ouvrière prisonnière des raisonnements bourgeois et des choix capitalistes et se charge enfin de mettre en place le brouillard idéologique propre à laisser indiscernables les moyens seuls capables d'entraver une fois pour toute le mécanisme guerrier du capital, d'apporter une solution constructive à la misère des populations de n'importe quel pays, de lever à tout jamais le joug oppressif que les bourgeoisies du monde entier font peser sur les masses exploitées.

Pour mener à bien leur sale besogne, les gauchistes recourent à une méthode que les révolutionnaires ont appris depuis longtemps à reconnaître et à dénoncer : s'emparer d'idées confusément exprimées au cours de l'essor historique du mouvement ouvrier pour les retourner en tant qu'armes idéologiques directement bourgeoises contre la classe ouvrière après que l'histoire les eurent rendues périmées ou démontées fausses. Il en est assurément ainsi de deux positions-forces que les trotskistes ainsi que les maoïstes placent aujourd'hui au centre de leur propagande "para bellum" : celle qui réserve la notion d'impérialisme pour les seuls agissements des grands capitalismes d'Occident et celle qui proclame l'inaliénabilité du "droit des peuples à s'autodéterminer".

L'article suivant (1), dont nous présentons dans ce numéro-ci la première partie, relative à la question de l'impérialisme, s'attache moins à dénoncer en soi la perfidie du gauchisme qu'à anéantir les bases qui fondent sa propagande, dont la très grande nocivité parmi les ouvriers risque de provenir des relations de parenté qu'elle paraît entretenir avec les plus critiquables apports des 2e et 3e Internationales ainsi qu'avec certaines analyses erronées de Lénine.

QU'EST-CE QUE L'IMPERIALISME ?

A cette question, laissons répondre Rosa Luxemburg : "La politique impérialiste, écrit-elle dans la brochure 'La Crise de la social-démocratie', n'est pas l'essence d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire".

Rosa Luxemburg a décrit un processus historique global, un processus unifié, parce qu'elle a compris en fin de compte que tout est déterminé par le développement du marché mondial ; elle a été capable de voir qu'on ne pouvait diviser le monde en parties historiquement différentes : d'un côté un capitalisme sénile, de l'autre un capitalisme jeune et dynamique. Le capitalisme est un système global qui connaît une apogée et un déclin en tant qu'unité dont les différentes relations en son sein sont entièrement interdépendantes.

C'est en partant du développement du marché mondial que Rosa Luxemburg a pu comprendre pourquoi les luttes pour l'autodétermination nationale n'étaient plus possibles dans un monde divisé en nations impérialistes. En effet, il ne pouvait plus y avoir d'expansion réelle du marché mondial (la première guerre impérialiste mondiale l'a prouvé définitivement), mais seulement une redistribution violente des marchés existants. Sans la révolution socialiste, la logique de ce processus est l'effondrement de la civilisation. Dans ce contexte, il était impossible à tout nouvel Etat d'apparaître puis de maintenir son existence sur le marché mondial de façon indépendante ou de mener à bien le processus de l'accumulation primitive en dehors de cette barbarie générale. Donc, comme le dit Rosa Luxemburg (ouvrage déjà cité) : "Dans le monde capitaliste contemporain, il ne peut y avoir de guerre de défense nationale."

La seule possibilité pour une nation, petite ou grande, de se "défendre" était de s'allier à un impérialisme contre les attaques d'un autre impérialisme et d'avoir elle-même une attitude impérialiste vis-à-vis de nations ou Etats plus faibles, comme l'illustre de nos jours l'Irak vis-à-vis du Koweït, et ainsi de suite.

Bien que Rosa Luxemburg ait eu certaines confusions quant à la possibilité d'autodétermination nationale après la révolution socialiste et bien qu'elle n'ait jamais pu développer complètement sa position, tous ses efforts visaient à dé-

montrer que les forces productives étaient entrées, violemment et définitivement, en conflit avec les rapports de production capitalistes, y compris aussi avec le cadre national devenu trop étroit. Les guerres impérialistes étaient le signe évident de ce conflit insurmontable et du déclin irréversible du mode de production capitaliste. C'est pour cela que les guerres de libération nationale, qui étaient auparavant une expression de la bourgeoisie révolutionnaire, ont perdu leur contenu progressiste et se sont transformées de surcroît en guerres impérialistes féroces menées dans chaque pays, quelle que soit la puissance économique de celui-ci, par une classe dont l'existence est devenue un obstacle au progrès de l'humanité.

L'analyse que développa Rosa du phénomène impérialiste - en montrant surtout qu'il ne traduit pas simplement une forme de pillage commis par les pays industriellement avancés aux dépens des nations arriérées mais constitue l'expression de l'ensemble des rapports capitalistes mondiaux - représente sans nul doute la vue la plus clairvoyante à laquelle le mouvement ouvrier a pu donner naissance dans l'époque où le capitalisme commençait, il y a près de quatre-vingts ans, à entrer dans sa période historique de décadence.

DES ERREURS DE LENINE AUX MYSTIFICATION DES GAUCHISTES

Dans les textes que Lénine versa en tant que contributions au débat mené par les partis de la Deuxième Internationale mourante puis de la Troisième sur la question nationale et celle de l'impérialisme, vers 1914-1919, il y a un curieux manque de clarté sur le fait de savoir si la révolution bourgeoise se fait avant tout contre le féodalisme autochtone ou contre l'impérialisme étranger. Dans bien des cas, ces deux forces étaient également ennemies du développement capitaliste national, et même, parfois, l'impérialisme maintenait délibérément des structures précapitalistes aux dépens du capitalisme indigène (à dire vrai, la plupart de ces structures pré-capitalistes n'étaient pas du tout féodales, mais des variantes du despotisme asiatique). Par ailleurs, les classes dominantes précapitalistes s'opposaient souvent violemment au capitalisme occidental qui les menaçait de disparition. Cela n'empêchait pas Lénine de conclure son "Impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916) avec le postulat que les révolutions bourgeoises étaient encore possibles dans les colonies.

Pour Lénine, l'impérialisme est, par essence, un mouvement des pays développés pour compenser la baisse intolérable du taux de profit due à la composition organique élevée du capital dans les métropoles. Dans "L'Impérialisme...", Lénine aborde le phénomène de l'impérialisme de façon surtout descriptive et ne parvient pas, contrairement à Rosa Luxemburg dont il combattit les opinions sur le sujet, à poser clairement la question de l'origine de l'expansion impérialiste. Mais l'idée que les capitaux des métropoles sont obligés de s'étendre aux colonies à cause de leur composition organique élevée est inscrite en filigrane dans ses concepts de "surabondance de capitaux" et de "superprofits" obtenus par l'exportation de capitaux dans les colonies. La caractéristique de l'impérialisme est donc, pour Lénine, l'exploitation de capital dans les colonies en vue d'obtenir un taux de profit plus élevé dans la mesure où la main-d'oeuvre y est moins chère et les matières premières s'y trouvent en abondance. Les pays capitalistes avancés étaient ainsi devenus dans cette optique les parasites des colonies dont ils tiraient des superprofits et de l'exploitation desquelles dépendait leur survie même (ainsi s'explique l'affrontement impérialiste mondial pour conserver la possession et conquérir des colonies). Comme on le voit, une telle vision divise le monde en nations impérialistes qui oppriment et en nations opprimées dans les régions colonisées. La lutte mondiale contre l'impérialisme requerrait non seulement les efforts révolutionnaires du prolétariat des pays développés mais aussi les mouvements de libération nationale qui, en réalisant leur indépendance nationale et en brisant le système colonial, pouvaient porter un coup fatal à l'impérialisme mondial.

Il est cependant bien clair que Lénine n'a jamais adhéré aux idioties tiers-mondistes de ceux qui, tels les trotskistes ou les stalinien à la sauce Mao Zedong, ont figé les erreurs du grand révolutionnaire en idéologie bourgeoise baptisée "léninisme" et selon lesquels les luttes de libération nationale provoqueraient, par l'"encerclement" des métropoles capitalistes, le soulèvement révolutionnaire du prolétariat de ces grands centres industriels.

La force de la bourgeoisie s'alimente des faiblesses du mouvement ouvrier. Les thèses que Lénine professait, dans le cadre de sa compréhension du phénomène impérialiste, sur l'existence d'une "aristocratie ouvrière" parmi le prolétariat des grandes métropoles capitalistes exprimaient une confusion et traduisaient, à son époque, les limites de la conscience ouvrière de classe. Elles contenaient les germes à partir de laquelle l'extrême gauche de la bourgeoisie a élaboré une conception tiers-mondiste entièrement hostile au prolétariat occidental accusé d'être acheté par les superprofits tirés de l'exploitation des peuples des pays pauvres. Que les gauchistes fassent aujourd'hui un commerce effréné de telles idées par rapport à la guerre dans le Golfe ne saurait étonner : c'est en grande partie pour ce travail idéologique antiouvrier que la classe bourgeoise les commande.

SM
(25/11/90)

(1) Essentiellement composé à partir de citations tirées de notre brochure "Nation ou Classe ?", dont nous ne saurions trop recommander la consultation à nos lecteurs.

LE PACIFISME :

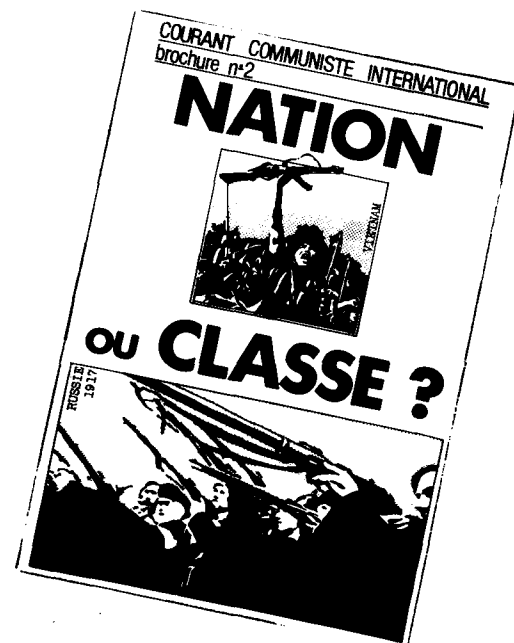
un poison distillé par la gauche du capital

■ Tandis que les bruits de bottes se font de jour en jour plus assourdissants et que tous les gouvernements, de droite comme de gauche, sont sur le pied de guerre, on peut voir s'agiter depuis un certain temps, comme s'ils se situaient en dehors et en opposition radicale à ce vacarme belliciste, ce qu'il reste des PC et leurs séides gauchistes jouant les pacifistes et déployant force énergie dans l'organisation de manifestations "pour la paix", "pour la négociation", "pour le retrait des troupes occidentales". Ces derniers jours en France, on a ainsi pu voir au coude à coude le Parti Communiste, la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière, les Verts, la CGT, la Fédération Anarchiste, l'Union des Travailleurs Communistes Libétaires et quelques autres appelant tout le "peuple de France" à se mobiliser contre la guerre.

Tout ce battage qui exploite aujourd'hui à fond le sentiment de peur, le rejet de la guerre, que partagent toutes les couches de la population dans tous les pays vise en premier lieu la classe ouvrière. Il fait partie, comme chaque fois que la bourgeoisie a eu besoin de faire accepter aux prolétaires sa logique meurtrière, d'un vaste partage du travail au sein de la bourgeoisie. Tandis que les gouvernements organisent la mobilisation guerrière et invitent ouvertement les ouvriers à l'union sacrée derrière leurs exploiteurs, il revient à la gauche dans l'opposition et aux gauchistes la tâche de prétendre s'opposer à cette politique en distillant un poison pacifiste destiné à paralyser les rangs ouvriers. De tout temps, cela a été la fonction de la gauche que de dévoyer ainsi les préoccupations des ouvriers vis-à-vis des menaces de guerre vers un terrain pourri sur lequel ils sont impuissants. De tout temps, c'est cette fraction de la bourgeoisie qui s'est chargée de diffuser le mensonge selon lequel un capitalisme sans guerre est possible, que la paix dépend de la bonne volonté des gouvernements et qu'il suffit de faire pression sur eux, de les convaincre de désarmer, pour que celle-ci triomphe. De tout temps, ce mensonge et ces mobilisations pacifistes n'ont eu d'autre rôle que d'entraver toute prise de conscience dans les rangs ouvriers des véritables causes de la guerre et de cacher aux yeux des prolétaires la seule mesure capable de mettre fin à la barbarie guerrière : la destruction du capitalisme. A chaque fois, les grandes manifestations pacifistes, qu'il s'agisse de celles qui ont précédé les deux guerres mondiales ou des défilés "pour le désarmement" qui se sont multipliés durant les années 80, organisés par la social-démocratie en Allemagne et en Belgique contre les Pershing II ou par le PC et son "Appel des 100" en France, n'ont servi qu'à détourner les prolétaires du seul terrain sur lequel ils puissent développer une force capable de s'opposer réellement au capitalisme et à sa logique guerrière : le terrain de ses luttes de résistance comme classe aux attaques du capital. Au contraire, en les invitant à se noyer dans les "protestations" de toute la population, à se fonder dans un magma interclassiste stérile, elles n'ont eu d'autre but que de désarmer les ouvriers en les déracinant du sol naturel de leur lutte. A la veille de chacune des guerres mondiales, ce sont elles qui ont permis, en démobilisant les énergies ouvrières, que se déchaîne finalement l'holocauste.

Aujourd'hui comme hier, au moment où la classe dominante révèle ouvertement la logique meurtrière de son système, elle peut compter sur ses fractions de gauche dans l'opposition et sur ses syndicats pour assurer les arrières. Si les PC, les trotskistes et consorts, ceux-là mêmes qui n'ont cessé, à travers l'histoire de ces dernières décennies, de prendre parti dans chaque conflit guerrier pour un camp belligérant contre l'autre, et qui ont à leur actif un passé glorieux dans la justification de tous les massacres impérialistes, redécouvrent aujourd'hui des accents pacifistes et multiplient les protestations contre la guerre, c'est qu'il s'agit de ne pas laisser à découvert le terrain social en ces temps difficiles. Au moment où le déchaînement de la logique de guerre capitaliste risque en effet d'ouvrir les yeux de la classe ouvrière sur l'avenir effrayant que ce système nous promet, au moment où ces événements tragiques peuvent devenir le ferment d'une prise de conscience ouvrière des enjeux de ses combats, il s'agit d'entretenir chez les prolétaires le sentiment d'impuissance, de les empêcher de faire le lien entre la crise et la guerre et de miner ainsi la mobilisation ouvrière sur son propre terrain. Avec l'acharnement même que ces fractions bourgeoises, chargées d'encadrer et de contrôler le terrain social, mettent à saboter les luttes ouvrières, elles prennent en charge la neutralisation de toute prise de conscience dans les rangs ouvriers.

MP



URSS

UN ETAT EN PLEINE DESAGREGATION

Il y a un an à peine, les menteurs patentés qui nous gouvernent, nous exploitent et prétendent nous informer exultaient devant le mur de Berlin abattu, nous annonçant l'ouverture d'une "ère d'harmonie et paix" pour l'humanité, avec notamment la "libération" de tous les peuples de l'Est.

Et tous nos "démocrates" d'encenser les "nouveaux" et "courageux" leaders de l'Europe orientale avec à leur tête Gorbatchev, le maître d'oeuvre de la perestroïka "démocratique et libérale".

Mais la réalité cruelle et aveuglante a vite fait de mettre à bas toute cette campagne de mensonges, de dévoiler l'imposture.

Le chaos le plus indescriptible, avec son lot de misère et de barbarie, déferle aujourd'hui sur tous les pays est-européens et en particulier sur l'URSS. Ce pays, qui faisait trembler il y a peu de temps encore autant ses ennemis que ses alliés, qui a été dirigé,

pendant soixante ans, d'une main de fer par le stalinisme, est en ce moment en train de se déchirer, de partir en lambeaux. Non seulement l'unité territoriale du pays est en voie de désagrégation, les républiques affirmant les unes derrière les autres leur autonomie quand elle n'en sont pas à exiger leur indépendance, mais la société tout entière est encore traversée de convulsions (guérillas, émeutes, massacres interethniques...) qui atteignent aujourd'hui l'Etat "soviétique" jusque dans son coeur : l'armée.

Cette gangrène qui ronge actuellement l'URSS à vif n'est que le reflet de la décomposition qui gagne la société partout dans le monde. C'est une maladie à laquelle la bourgeoisie est incapable d'apporter un remède. Seule, la classe ouvrière mondiale peut sauver l'humanité de ce fléau en débarrassant la planète du système capitaliste moribond et porteur de mort.

Armée rouge

■ Qu'est-il advenu de la puissante Armée rouge qui, pendant des décennies, a représenté aux quatre coins du monde le symbole de la force impérialiste du bloc de l'Est ? Où sont ses bataillons suréquipés, disciplinés, qui écrasaient dans le sang les velléités d'indépendance des "pays frères" ? Où sont ses soldats qui n'avaient jamais d'état d'âme quand il s'agissait de massacrer des milliers d'ouvriers parce qu'ils osaient faire grève "contre les intérêts de la patrie socialiste" ?

Les images qui nous parviennent aujourd'hui, même si Gorbatchev, récemment, a réussi à faire défiler correctement quelques unités sur la place Rouge lors de la commémoration d'Octobre 1917, sont celles d'une armée en totale décomposition.

En effet, depuis plusieurs mois cette structure fondamentale de l'Etat "soviétique", qui était sa principale sinon unique force, sa seule et dernière garantie contre l'explosion du pays, est en train de prendre l'eau de toutes parts.

Les désertions sont actuellement plus que massives. Lors de la conscription du printemps dernier, les chiffres étaient déjà catastrophiques : 40 % des appelés baltes, 20 % des Azéris et seulement 7 % des Arméniens, par exemple, avaient rejoint l'armée. A l'incorporation de cet automne, seuls 10 % des conscrits de tout le pays ont répondu à l'appel. Les mutineries se multiplient partout, comme celles qui ont eu lieu, récemment, dans le Kazakhstan ou dans les régions de Krasnoïarsk et Vladivostok, entraînant la fuite de centaines de soldats avec leurs armes. Dans de nombreux régiments, des batailles rangées inter-ethniques font de nombreux morts, tandis que les meurtres d'officiers se multiplient. Selon les propres chiffres de la bourgeoisie, 12 000 militaires auraient été tués durant l'année 1989. A ce jeu de massacre sordide s'ajoutent les sabotages de matériel militaire et surtout la contrebande d'armes, qui prend dans certaines républiques, du Caucase et d'Asie centrale par exemple, des proportions gigantesques.

Tous ces faits et bien d'autres qu'il serait trop long d'énumérer ici, trouvent leur origine, bien évidemment, dans la décomposition qui touche toute la société, entraînant le réveil des nationalismes de toutes sortes, des vieux antagonismes et des vieilles rancœurs si longtemps étouffés sous la botte stalinienne. Ils trouvent leur origine également dans les conditions de vie catastrophiques qui sont faites aujourd'hui aux soldats, alors qu'hier, ils étaient les privilégiés du régime.

Les caméras des télévisions bourgeoises occidentales n'ont pu éviter de montrer tous ces hommes en uniforme, de plus en plus nombreux dans les rues de Moscou ou en RDA no-

tamment, faisant la manche ou essayant de vendre leur équipement, quand ce ne sont pas leurs armes, pour pouvoir survivre. L'Etat n'est même plus capable ni d'habiller (les nouvelles recrues n'ont souvent pas de chaussures), ni de nourrir (l'alimentation est insuffisante et avariée), ni de loger ses soldats (nombre d'entre eux ont leur famille à la rue).

Ce sont ces conditions dramatiques qui renforcent les tensions, pouvant aller jusqu'au meurtre, qui se développent aujourd'hui entre les hommes de troupe et leurs officiers (58 d'entre eux ont été tués en 1989. Quand on sait de plus que, depuis plusieurs années déjà, l'Armée rouge disposait d'un armement, certes en grande quantité, mais souvent vieillot, mal entretenu et pour une grande partie inutilisable, on peut prendre la mesure de l'état de délabrement dans lequel elle se trouve.

Et les perspectives sont encore plus catastrophiques. C'est probablement, à court terme, à sa dislocation qu'on va assister. Le mécontentement qui existe parmi les soldats ne peut que se développer vu l'incapacité grandissante de l'Etat central de leur assurer le minimum vital, et cela alors que des troupes nombreuses, de retour des anciens "pays frères", sont attendues dans les mois et années qui viennent.

Quant aux conflits interethniques et nationalistes qui la traversent, ils vont inévitablement s'aggraver jusqu'à mener l'Armée rouge au point de l'éclatement, d'autant plus que les velléités d'autonomie, voire d'indépendance, qui s'affirment aujourd'hui dans la plupart des républiques s'accompagnent d'appels à la formation de "milices et armées populaires" que des soldats de plus en plus nombreux commencent à rejoindre avec armes et bagages.

Ce qui se joue dès maintenant avec cette décomposition accélérée de l'armée, reflet de la décomposition générale, c'est l'existence même de l'URSS en tant qu'Etat. Et ni Gorbatchev avec son insignifiant "nouveau traité de l'Union" ni les voix qui s'élèvent dans la bourgeoisie aujourd'hui pour exiger le retour à "un pouvoir autoritaire" ne pourront rien contre la dislocation générale quand ce rempart essentiel de l'Etat capitaliste qu'est l'armée aura disparu.

Moldavie

Un cauchemar de plus pour Gorbatchev !

Après la sécession des Etats baltes difficilement et à l'évidence provisoirement contenue, après les soulèvements nationalistes qui ont secoué plusieurs républiques d'Asie centrale et alors que les volontés indépendantes s'expriment de plus en plus fortement partout à travers le pays, aujourd'hui c'est la Moldavie qui est en ébullition.

Depuis cet été en particulier, la tension n'a cessé de monter entre les différentes minorités "nationales" au point d'aboutir à des massacres qui se sont soldés par des morts et des dizaines de blessés.

L'agitation a commencé dans le sud en août dernier quand la minorité gagaouze (population d'origine turque) a proclamé la souveraineté de "son" territoire provoquant les foudres du pouvoir de Kichinev. Le parlement de la république, aujourd'hui dominé par les nationalistes moldaves proches de la Roumanie, a riposté cet automne en décrétant l'état d'urgence dans cette région et en dépêchant sur place des centaines de "volontaires" armés. Ce sont des troupes "soviétiques" envoyées par Moscou qui ont évité le bain de sang en s'interposant.

Mais depuis quelques semaines la tension a rebondi dans une autre partie de la Moldavie. Le même problème s'est à nouveau posé mais cette fois-ci, à l'est, entre les minorités russes et ukrainiennes et le pouvoir moldave.

Ce sont de véritables scènes de guerre civile qui ont eu lieu à Doubossary, Tiraspol et Bendery. Dans ces trois villes des affrontements meurtriers ont opposé les populations russophones aux "volontaires" et à la police moldaves -envoyés de Kichinev.

Tiraspol, ville industrielle importante de la région, a même vu des ouvriers embrigadés former des détachements et participer aux massacres.

Aujourd'hui, non seulement la république moldave fait tout pour se dégager de Moscou et pour se rapprocher de Bucarest, mais elle-même est en voie d'explosion avec toutes les minorités ethniques ou "nationales" qui s'opposent à l'autorité de Kichinev.

Au sud, les Gagaouzes ont formé récemment, un "gouvernement souverain", tandis qu'à l'est, la population russo-phonie et ukrainienne s'est littéralement "barricadée" dans son territoire en bloquant tous les ponts qui enjambent le Dniestr et qui la relie à la Moldavie. Ces deux régions se sont d'ailleurs proclamées "républiques autonomes". Si, aujourd'hui, Moscou semble laisser faire, c'est parce que le chaos qui existe dans la république de Moldavie fait obstacle aux velléités d'indépendance des nationalistes roumanophones qui dirigent à Kichinev.

Mais qu'on ne se y trompe pas, il s'agit là d'une poudrière d'autant plus que l'exaltation chauvine ne fait que monter chaque jour un peu plus de tous côtés. Les massacres vont à l'évidence se poursuivre et se multiplier impliquant notamment des populations ouvrières piégées par le nationalisme.

Et si Gorbatchev compte tirer les marrons du feu en espérant conserver demain la Moldavie au sein de l'Union, ce sont des lambeaux de république qu'il ramassera.

JE

REUNIONS PUBLIQUES

LE CAPITALISME C'EST LE CHAOS MONDIAL ET LA BARBARIE

Loin d'ouvrir une "nouvelle ère de paix et d'unité", la disparition des blocs impérialistes a ouvert la porte au déchaînement tous azimuts des rivalités entre brigands capita-

LILLE :

Permanence le samedi 15 décembre de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois à 11h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le vendredi 14 décembre à 21h à Majo, impasse Métal, Villeurbanne, métro République.

Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2e mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE

Permanence le mercredi 19 décembre de 18h à 19h, à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry 13001.

NANTES :

Réunion publique le samedi 15 décembre à 17h au Foyer des Jeunes Travailleurs, 3, bd Vincent-Gache (quartier Beaulieu) Permanence le vendredi 7 décembre à 17h, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le samedi 15 décembre à 10h30.

PARIS :

Permanences tous les samedis de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

ROUEN :

Permanence le samedi 15 décembre à 14h à la Halle aux Toiles.

listes, dont le conflit du Golfe n'est que la première manifestation d'ampleur. Ce qui s'annonce, c'est l'enfoncement du capitalisme mondial dans un chaos de plus en plus sanglant.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 14 décembre à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanence le vendredi 4 janvier 91 à 18h30, même adresse que pour les RP.

Vente de la presse le dimanche 9 décembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS

Permanence le samedi 8 décembre à 20h30 au Café "le Bordeaux", bd Heurteloup.

LISEZ NOTRE BROCHURE :

LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

(nouvelle édition remaniée et augmentée)

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

Nantes : Réunion publique d'octobre : Yannis:30F, Bacalao:10F, Eve:60F, AL:100F, MM:20F, FL:25F, LD:50F, DC:200F, GP:300F.

Paris : Réunion publique du 19/11 : P:20F, M:20F, AV:20F, MP:80F, Alis:20F, JLV:40F, FG:20F, L:100F, La:10F, JJ:20F, Stanley:50F, LL:50F, P&B:50F

Rouen : Permanence : D :250F

Toulouse : Réunion publique d'octobre : An:30F, Lu:50F, BM:60F, JO:39F, FM:43F, Pat:10F,OL:100F.

Tours : Permanence : GE:302F, Bdsass:50F, NR:25F, DD:25F, Kostas:30F, BR:100F.

C.(Paris): 157F ; Cl.(La Réunion): 50F ; JPC (St.Brieuc): 50F

Total : 2666 F

Nous publions le petit mot suivant que nous à fait parvenir notre camarade MC en même temps qu'une souscription : *En réponse à de nombreuses lettres qui m'ont profondément touché et pour un premier dur combat, livré et gagné, cette souscription pour la presse du CCI de 300F. MC*

ROUMANIE

Un an après la "révolution populaire" : ENCORE PLUS DE MISERE ET DE FAMINE

■ Il y a un an, les médias occidentaux nous abreuyaient des images de la "grande révolution démocratique roumaine". La Roumanie, après 40 ans de dictature, se débarrassait du monstre Ceaucescu : finie l'oppression, finie la misère. La liberté et l'abondance allaient être désormais le quotidien de la population roumaine.

Sous le règne du Conducator, en effet, la population subissait des conditions de vie dramatiques : pénurie de viande, de légumes, d'essence ; eau, électricité, chauffage, distribués au compte-goutte... Une économie prenant l'eau de toutes parts, une productivité nulle, des machines et matériels obsolètes... Qu'en est-il un an après ?

Le marasme, la faillite économique s'accroît de jour en jour. Le déficit commercial plonge (les exportations ont diminué de 40% dans le 1^{er} semestre 90 par rapport à 1989), la production industrielle a chuté de 20%, le PNB a baissé encore de 3% après avoir déjà chuté de 7% en 89 et les 80% de l'outil de production déclarés obsolètes le sont toujours...

De plus en plus la population manque de tout. Il y a pénurie de logements. L'eau potable n'est distribuée que deux à trois heures par jour et pas du tout la nuit. Le chauffage est drastiquement réduit, au point que la dernière plaisanterie à la mode à Bucarest est : "Fermez la porte ! Sinon ceux qui sont dans la rue vont prendre froid !". Quant à la nourriture, alors que les ouvriers roumains semblaient avoir déjà connu le pire, c'est à une situation véritablement catastrophique à laquelle ils sont confrontés aujourd'hui ! Le sucre, l'huile, les légumes manquent cruellement. Sans parler de la viande, introuvable sur le marché.

Et cela ne va pas aller en s'arrangeant, tout au contraire. La transition vers "l'économie de marché" porte déjà ses "fruits". Depuis le 1^{er} novembre, le gouvernement a mis en place ce que Petre Roman a annoncé comme la mesure "la plus radicale depuis la révolution" : la... libération des prix. Et la vérité de cette "vérité des prix" ce sont des hausses d'un minimum de 200% sur des produits comme le sucre ou la viande, ainsi que sur l'essence, les loyers, l'électricité, le chauffage, etc... (même le papier hygiénique, dont le prix a plus que triplé du jour au lendemain, est devenu un produit de luxe !). Et les salaires, eux, par contre, sont bloqués à un niveau dramatiquement bas jusqu'à au moins le 1^{er} mai 1991.

Des produits de plus en plus chers dans des magasins de plus en plus vides, voilà le bilan !!!

Faim et froid, cela est et va être de plus en plus le lot quotidien des ouvriers roumains. Cet hiver, les 6 degrés déjà

imposés par Ceaucescu dans les bureaux ne pourront pas être assurés, et la pénurie que les ouvriers connaissent il y a quelques mois se transforme maintenant en véritable famine. La situation de la population roumaine n'a décidément rien à envier à celles des populations affamées du Tiers Monde !

Décidément, le gâteau d'anniversaire de la "révolution" a un goût bien amer pour les ouvriers en Roumanie.

On leur avait promis l'abondance, on leur offre la famine. On leur avait promis la liberté, on leur offre la liberté... des prix. On leur avait promis l'aide des "grandes nations démocratiques" occidentales, elle n'offre aujourd'hui plus rien.

Et les convulsions nationalistes, qui s'étaient ouvertement exprimées au mois de mars entre roumains et minorité hongroise, avec des dizaines de morts et des centaines de blessés à la clé (1), couvent toujours dangereusement.

La réalité de la misère et du chaos en Roumanie, comme dans tous les pays de l'ex-bloc russe, vient aujourd'hui apporter un cinglant démenti à tous les mensonges distillés par la bourgeoisie sur l'"avenir radieux" que devait apporter la "démocratisation" des régimes staliniens et la mise en place du capitalisme libéral.

Aujourd'hui, la déception, le mécontentement, sont manifestes chez les ouvriers roumains. Les grèves qui ont éclaté chez les ouvriers de Brasov en octobre en sont un signe. Même les mineurs de la vallée du Jiu, ceux-là même qui avaient joué au mois de juin le rôle de milices manipulées dans la plus pure tradition stalinienne (2), sont aujourd'hui désabusés et condamnent le gouvernement.

En Roumanie, comme partout, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de se battre si elle ne veut pas crever de faim. Mais, malgré leur colère et leur désenchantement croissants, les prolétaires en Roumanie, comme de tous les pays de l'Est, sont considérablement affaiblis par le poids de leurs illusions démocratiques et nationalistes, par leur manque d'expérience de ce type de mystifications qui constituent une véritable entrave pour le développement de leurs combats contre la misère et l'oppression capitalistes. Seul le développement des luttes des bataillons les plus expérimentés du prolétariat mondial, celui d'Europe occidentale, peut leur montrer le chemin, ouvrir une réelle perspective d'avenir en leur dévoilant le vrai visage de l'Etat "démocratique" qui, partout, n'a rien à offrir aux exploités que toujours plus de misère, de famine et de massacres.

Adso

(1) cf. RI n°189
(2) cf. RI n°192

HONGRIE



La crise du logement en Hongrie, déjà chronique sous le régime stalinien, prend une ampleur dramatique depuis un an et menace d'être bientôt catastrophique. Cette année, pour la première fois depuis l'après-guerre, aucun logement n'a été construit à Budapest, alors que de 20 000 à 30 000 nouveaux habitants émigrent par an dans la capitale et qu'il y a 70 000 demandes de logements sociaux non satisfaites dans cette ville, dont plus de la moitié émanent de couples avec enfants. La plupart des habitants sont contraints de vivre entassés, à plusieurs familles, dans des logements d'Etat. La moitié des appartements de Budapest n'ont ni chauffage ni salle de bains.

Mais la principale "nouveau" de la situation est l'irruption brutale du phénomène des sans-abris, une des caractéristiques des pays de capitalisme libéral : 30 000 en un an qui en sont réduits à dormir dans les gares (comme sur cette photo) ou carrément dans la rue. Les projets de "libéralisation" des loyers, autre sous-produit du capitalisme à l'occidentale, que l'on a tant fait miroiter aux ouvriers hongrois (comme à tous ceux de l'Est), pourraient se traduire par des majorations d'au moins 100% des prix, ce qui jettera, d'après les estimations officielles, plusieurs autres dizaines de milliers de personnes à la rue.

GRANDE-BRETAGNE THATCHER S'EN VA, LA POLITIQUE ANTI-OUVRIERE RESTE

■ Avec la démission forcée de Margaret Thatcher, la bourgeoisie anglaise vient de mettre au placard un de ses serviteurs les plus dévoués. Dès l'annonce de la nouvelle, tous les porte-parole de la classe politique internationale se sont empressés de rendre à la "dame de fer" un hommage à la mesure des bons et loyaux services qu'elle a su rendre, pendant ces onze années de règne, au capital. Tous les gouvernements, tous les partis politiques de droite comme de gauche, n'ont eu de mots assez élogieux pour exprimer leur admiration devant le courage, la ténacité avec lesquels "Maggie" a su défendre les intérêts du capital national. Et il faut reconnaître que Thatcher mérite bien toute la reconnaissance de l'ensemble du monde bourgeois pour qui elle reste un modèle, un exemple inestimable dans la gestion des intérêts capitalistes : c'est sans la moindre hésitation qu'elle a su mener de main de maître une politique anti-ouvrière intransigeante, c'est avec l'habileté d'une des bourgeoisies les plus expérimentées du monde qu'elle a su oeuvrer, avec la complicité des syndicats, à l'écrasement des luttes ouvrières de ces dix dernières années. Ces années de misère, d'austérité, et de répression, le prolétariat en Grande-Bretagne n'est pas prêt de les digérer. C'est bien pour cela que, face à la récession qui frappe aujourd'hui de plein fouet le capital britannique, la bourgeoisie de ce pays, pour pouvoir accentuer encore ses attaques anti-ouvrières, n'avait pas d'autre choix que de lâcher ce premier ministre devenu beaucoup trop impopulaire.

En ravalant la façade du parti tory, la bourgeoisie anglaise vise en particulier à se préparer à affronter dans les meilleures conditions les prochaines élections. Il s'agit, pour elle, d'éviter à tout prix une situation semblable à celle qui prévaut en France où la droite, c'est-à-dire une des forces essentielles de gouvernement, se retrouve aujourd'hui complètement déchirée et affaiblie par ses rivalités intestines.

Ce que révèle donc cette pseudo "crise" au sein du parti conservateur, c'est une fois de plus l'intelligence d'une bourgeoisie qui, en montrant sa capacité à renouveler son appareil gouvernemental, sait, contrairement à sa consœur française, faire passer ses petits intérêts particuliers de cliques au profit de l'intérêt général du capital national. On comprend aisément que tous, de Bush à Gorbatchev, en passant par Chirac et Mitterrand, aient particulièrement salué, après sa "démission, le "dévouement" et le "sens des responsabilités" d'une Margaret Thatcher.

La classe ouvrière, quant à elle, n'a donc rien à attendre de la fin du thatcherisme, sinon le pire : avec l'aggravation catastrophique de la crise économique, ce sont de nouveaux plans d'austérité draconiens que le gouvernement conservateur "new look" va à coup sûr lui imposer. Et cette politique, le parti travailliste l'appliquerait de toute façon lui aussi s'il devait, comme le PS en France ou le PSOE en Espagne, accéder au gouvernement.

Avril

BRESIL

LE CAPITALISME TUE LES ENFANTS

■ Le système capitaliste n'a aucune perspective à offrir aux centaines de millions d'êtres humains, chaque jour plus nombreux, qui survivent dans la misère. Le Brésil n'est qu'un exemple révélateur de la gangrène qui ronge à grande vitesse le monde entier, y compris les pays "civilisés" : au pays de la Samba, on extermine les enfants. Condamnés à voler, trafiquer, voire s'entretuer pour trouver une maigre pitance, des millions d'enfants se retrouvent aujourd'hui traqués à mort.

Au début du mois de septembre, la presse bourgeoise nous décrivait ainsi la vie quotidienne au Brésil : "macabre routine qui remplit quotidiennement les morgues brésiliennes de cadavres d'enfants et d'adolescents, pour la plupart victimes des gangs du narco-trafic ou sacrifiés sur l'autel de la "lutte contre la marginalité" (...) "Des policiers et des tueurs professionnels font équipe, le temps de régler des "contrats" passés par des commerçants excédés sur l'incapacité des pouvoirs publics à endiguer la petite délinquance : un contrat vaut 250F." ("Libération" du 6-9-90). Selon un rapport d'Amnesty International, publié le 5-9-90, des centaines d'enfants ont été abattus par ces "escadrons de la mort", et, selon la police locale, entre 1984 et 1989, 1081 mineurs ont péri de mort violente dans le seul Etat de Rio.

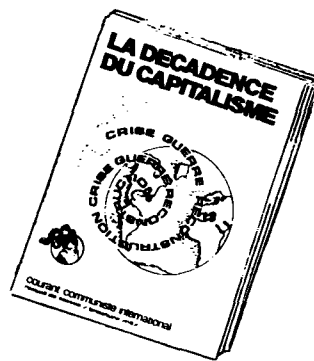
Au Brésil aujourd'hui, des enfants traînent par millions sur les trottoirs des grandes villes, dormant "recroquevillés dans les latrines publiques ou enroulés dans de vieux journaux sous les échangeurs autoroutiers" ("Libération" du 19-10-90). La police vient les ramasser comme des chiens pour la fourrière, par des rafles régulières pour les parquer dans des hangars, où ils dorment, à même le sol, alignés par centaines : sept millions d'enfants abandonnés, plus de vingt millions d'enfants en dessous du seuil de survie, hantent les rues dès l'âge de huit ans ou parfois moins, dans l'espoir de trouver pittance, chacun dans leur "débrouille" individuelle. Quand certains d'entre eux trouvent un moyen de gagner quelques sous, c'est en se mettant au service des trafiquants, assurés de servir un très bref moment pour finir assassinés dans un coin sombre. Les autres chapardent dans les épiceries, et les "escadrons de la mort", la police et les milices, les exterminent consciencieusement, encouragés et payés par les petits commerçants, qui tiennent ouvertement le flambeau de l'abomination avec la bénédiction des grands pontes réfugiés derrière le masque grimaçant de la "démocratie indignée".

La réalité de la crise du capitalisme condamne des centaines de millions d'êtres humains à vivre comme des rats dans des égouts, dans une lente agonie ou dans la peur permanente d'une mort subite, victimes d'un assassinat massif, systématique et organisé. Autrefois, le capitalisme exploitait les enfants à mort, aujourd'hui, il les tue purement et simplement pour ne pas avoir à les nourrir.

Un monde qui tue ses enfants est un monde sans avenir. Toutes les "chartes", toutes les belles "déclarations" internationales non seulement ne changeront rien à cette monstrueuse réalité du capitalisme pourrissant, mais elles ne sont encore que pure hypocrisie. La seule perspective pour l'humanité ne peut se situer qu'en dehors du capitalisme, et contre lui.

DN

"Toutes ces manifestations de la putréfaction sociale qui aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose : non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective, même à court terme, même illusoire" (voir dans la "Revue Internationale n°62" : "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme").



ELECTION EN POLOGNE

Au moment où nous mettons sous presse, viennent d'être connus les résultats du premier tour de l'élection présidentielle en Pologne. Ces résultats posent toute une série de questions sur lesquelles nous reviendrons de façon détaillée dans le prochain numéro de RI. Mais dès à présent, il faut relever le score relativement élevé du candidat Tyminski (près d'un quart des électeurs), notamment parmi les jeunes ouvriers. Alors que les ouvriers de Pologne, il y a dix ans, avaient été capables de mener de magnifiques combats sur leur terrain de classe, une bonne partie d'entre eux en est réduite à attendre des miracles d'un individu totalement inconnu jusqu'alors et qui s'est propulsé avec une démagogie ahurissante ("si je suis élu, vous serez tous milliardaires comme moi"). Une telle attitude révèle la profondeur du désespoir et du désarroi dans laquelle se trouve aujourd'hui la classe ouvrière de ce pays.

AGITATION LYCEENNE

UN RIDEAU DE FUMEE CONTRE LA LUTTE DE CLASSE

■ Ce n'est pas un hasard si la mobilisation lycéenne, ses revendications, ont fait irruption depuis plus d'un mois à la une des médias. S'il existe effectivement un profond ras-le-bol chez les lycéens provoqué par la décomposition du système éducatif, le surgissement du mouvement est cependant directement le produit d'une manœuvre de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

En s'emparant et en alimentant sous son contrôle, à ce moment précis, une effervescence qui existait dans tous les lycées depuis plusieurs mois, la bourgeoisie visait deux objectifs :

- Faire diversion à la question fondamentale dans la société, celle de la lutte de classe, alors que de nouveau elle est de plus en plus mise au premier plan. En effet, la polarisation des ouvriers sur la situation de guerre dans le golfe Persique tend à s'estomper, et dans le même temps se développent leur préoccupation et leur colère face à l'accélération brutale des attaques résultant de l'actuelle récession économique.

- Distiller au sein de la classe ouvrière des poisons idéologiques, destinés à enrayer la prise de conscience que ce système n'a rien d'autre à offrir sinon la misère et la barbarie, alors que celles-ci sont de plus en plus présentes dans la vie quotidienne et que, d'un moment à l'autre, peut éclater la guerre au Moyen-Orient, illustration ouverte et brutale de cette barbarie.

Ce sont les fractions de gauche de la bourgeoisie, le PS en tête, qui se montrent les instigatrices et les exécutantes de la manœuvre, comme en témoigne la composition des différents instruments de celle-ci, à tous les niveaux.

Les deux coordinations autoproclamées qui ont chapeauté le mouvement en ont constitué l'outil essentiel : en place depuis le début, ce sont elles qui ont donné au mouvement toute son ampleur en le propulsant et le canalisant dans la direction souhaitée par la bourgeoisie. La "Coordination nationale des lycées et lycées professionnels" est tenue par le PCF à travers ses Jeunesses Communistes. Y participent également des trotskistes et des membres du PS, tendance Chevènement. L'autre coordination, la "Fédération indépendante et démocratique lycéenne", est tenue par SOS Racisme, donc par le courant du PS proche de Mitterrand.

A ces forces d'encadrement s'ajoutent celles de professionnels en la matière pour assurer les tâches de service d'ordre des manifestations : ce dernier est constitué de membres du service d'ordre de la CGT et de membres de la Fédération Autonome du syndicat de la police, dominé par le PS.

En fait, l'encadrement est tellement omniprésent qu'au bout d'un certain temps, la majorité des lycéens exprime amèrement le sentiment d'avoir été manipulée.

Ainsi, en exploitant à fond toutes les possibilités de manipulation offertes par un mouvement interclassiste, sans perspective propre, malléable à loisir, la bourgeoisie est parvenue à faire occuper le devant de la scène par des questions autres que celles pouvant alimenter la réflexion des ouvriers sur l'ampleur de la récession économique et leur colère face aux attaques qui en résultent. De plus, tous les thèmes dont le

mouvement lycéen s'est fait le porte-parole et qui ont monopolisé l'attention des médias sont autant de poisons pour la lutte de classe :

- A travers la mise en valeur des revendications lycéennes : "le droit d'étudier", "réussir ses études pour réussir l'Europe", etc., la bourgeoisie veut renforcer le mensonge, déjà martelé par elle lors de l'effondrement du bloc de l'Est, selon lequel le réformisme est possible, c'est-à-dire le combat pour obtenir des améliorations au sein du système. Et pour lui donner une apparence de vérité, elle va même jusqu'à accorder partiellement satisfaction aux lycéens en débloquent 4 milliards de francs pour l'éducation, mesure qui fait de toute évidence partie de la mise en scène.

De plus, au sein de cette lutte pour des réformes, les coordinations apparaissent comme les instruments efficaces d'un combat responsable et d'une victoire. C'est là un moyen de la bourgeoisie pour tenter de jeter le trouble dans les rangs ouvriers alors que, depuis la lutte des cheminots en 1987, les coordinations qui ont apparu dans les luttes ouvrières (elles aussi autoproclamées et préfabriquées) ont toujours été des instruments de la bourgeoisie contre la lutte ouvrière, en particulier pour suppléer au discrédit des syndicats classiques.

- Face aux problèmes réels posés par la décomposition de la société, en particulier le développement de la délinquance et de l'insécurité, les lycéens rendent le meilleur service à l'Etat bourgeois en réclamant plus de police. En effet, c'est pour la bourgeoisie un excellent alibi pour le renforcement des effectifs et du quadrillage policier contre la classe ouvrière. Mais en plus de cela, les "chérubins" permettent à la bourgeoisie de créer un sacré précédent pour l'avenir : celle-ci parvient, sans difficulté aucune, à faire accepter le principe et la réalité de la présence massive et ouverte des forces de police au sein des manifestations de rue, afin d'éviter le renouvellement d'actes de pillage et de violence comme il s'en est produit dans la manifestation du 12 novembre à Paris. Il n'y a pas à douter un seul instant que la bourgeoisie saura, le moment voulu, rappeler ce précédent aux ouvriers en lutte.

- Enfin, le mouvement lycéen a contribué à préparer le terrain idéologique pour le développement des campagnes pacifistes que la bourgeoisie va de plus en plus développer pour tenter de dévoyer sur une voie bourgeoise la réflexion des ouvriers face au danger croissant de guerre. En effet, certaines revendications lycéennes du type "des crédits pour l'éducation, pas pour la guerre" alimentent directement le mensonge de base sur lequel repose le pacifisme, à savoir que ce système, le capitalisme, pourrait exister sans la guerre.

L'écran idéologique créé par cette manœuvre ne résistera pas longtemps à la gravité de la situation actuelle, au niveau économique comme à celui des tensions guerrières. Cependant, les ouvriers doivent être conscients que la bourgeoisie s'efforcera par tous les moyens de créer d'autres écrans de fumée vis-à-vis des questions fondamentales qu'ils se posent. La bourgeoisie n'aura de cesse d'affaiblir la conscience ouvrière, notamment en utilisant contre elle toutes les manifestations de révoltes stériles et sans avenir marquant la décomposition de la société.

MJ

"LUTTE OUVRIERE" APPELLE LES OUVRIERS A S'ENTRETUER

■ Les trotskistes sont les champions incontestés du double langage : quel que soit le sujet sur lequel ils interviennent, leur prise de position finale est inévitablement précédée d'une véritable diarrhée idéologique dans laquelle se mélangent les principes démocratiques bourgeois et une phraséologie ouvriériste indigeste, destinée à semer le maximum de confusion dans la classe ouvrière. Tous ce magma malodorant pour en arriver toujours, systématiquement, invariablement, à pousser la classe ouvrière dans les bras d'une fraction de la bourgeoisie.

Lutte Ouvrière (LO), dans sa presse, se fait le champion de l'antiaméricanisme. Dans le stade actuel de décomposition du système qui exacerbe toutes les tensions interimpérialistes, ils veulent nous faire croire à un « mauvais camp », celui de l'impérialisme - les USA -, et à un « bon », celui des petits pays poussés par la crise économique vers la solution inhérente au capitalisme : la guerre. Le sort du prolétariat dans ce conflit ? Pas un mot. LO se réfère, dans la grande tradition démocratique bourgeoise, à la notion de « peuple » arabe, en faisant semblant d'ignorer que les intérêts de classe présents dans ce fameux « peuple » sont antagoniques et irréconciliables : le prolétariat dans les pays arabes n'a rien de commun avec la bourgeoisie de ces mêmes pays qui ne vit que par l'exploitation et ne survit que par la terreur qu'elle impose à la société. Aujourd'hui, en Irak, cette terreur force le prolétariat à ce qui peut lui arriver de pire : l'embrigadement dans la guerre impérialiste. Et les trotskistes se mettent en première ligne pour appeler la classe ouvrière à abandonner ses intérêts propres au nom de la défense de l'intérêt supérieur du nationalisme arabe !

Mais cela, ils ne le font même pas clairement, franchement. Dans sa presse « grand public » destinée aux prolétaires, LO se garde bien d'annoncer de but en blanc son soutien à l'Etat irakien, se contentant de baliser le terrain en ne dénonçant qu'un des deux impérialismes en présence.

Le CCI s'est rendu à certains meetings de LO pour défendre ce que les révolutionnaires ont toujours défendu tout au long de ce siècle par rapport à la guerre : la classe ouvrière ne doit pas céder aux sirènes de l'unité nationale et de la défense de l'économie capitaliste. Elle ne doit pas suivre la bourgeoisie et prendre part au conflit. Ce terrain de combat n'est pas le sien. Le seul terrain sur lequel elle puisse se battre, c'est celui de la lutte contre le capitalisme comme un tout, c'est la lutte pour la défense de ses conditions de vie, contre les attaques et les sacrifices, contre la logique du capital qui ne conduit qu'à toujours plus de misère et à la guerre, mais aussi contre toutes les alliances avec des fractions de la bourgeoisie, contre la défense de la nation quelle qu'elle soit (voir la "Revue Internationale" n° 63).

L'attitude qu'ont les trotskistes est significative de leur crapulerie : ils n'osent pas encore imiter leurs maîtres staliens et nous réprimer "manu militari", alors ils baisent et utilisent tout un ensemble d'astuces pour éviter que ne s'expriment les voix des révolutionnaires. A Marseille, ils ont tenté d'interdire la vente de notre presse aux portes du meeting. A Toulouse, ils font semblant de ne pas voir que nous demandons la parole et ne consentent à réaliser notre présence que quand leur petit jeu devient trop évident aux yeux de tout le meeting.

A la position prolétarienne internationaliste que nous avons défendue (et pour laquelle on n'a eu droit qu'à trois minutes !), LO a répondu sans équivoque et nous nous en faisons l'écho dans cet article puisqu'ils n'ont pas le courage de le défendre ouvertement dans leur presse (qu'ils ne nous en remercient pas !) : « Nous ne devons pas rester neutres comme le CCI. Dans les conflits, nous appelons les ouvriers à prendre position. En cas de guerre dans le Golfe, nous appelons les ouvriers à soutenir l'Irak ».

Ainsi, défendre les positions internationalistes du prolétariat, refuser que les ouvriers s'entretuent dans une guerre qui n'est pas la leur, est, pour LO, une position "neutre" et donc irresponsable. Le sens des responsabilités des trotskistes les amène, une fois de plus, à pousser les ouvriers hors de leur terrain de classe, pour leur faire épouser la cause d'une fraction de la bourgeoisie et servir de chair à canon dans la défense des intérêts de celle-ci. Quant à la solidarité que doivent avoir les ouvriers ici avec les prolétaires irakiens, elle passe selon LO par le soutien à Saddam Hussein ; celui-ci ne représente-t-il pas une fraction bourgeoise progressiste ? Tout est dit ! Les trotskistes ont beau nous avoir habitués à ce genre d'attitude (dans tous les conflits sans exception depuis la deuxième guerre mondiale), on ne peut qu'être profondément dégoûtés, écoeurés, par l'hypocrisie et le cynisme qu'ils incarnent.

« Oui, nous avons défendu le Viêt-nam et ça a été un massacre. Et alors ? Oui, nous avons soutenu le FLN durant la guerre d'Algérie, et alors ? ». Alors c'est à vomir. Non seulement LO a contribué par son engagement aux côtés de ces fractions de la bourgeoisie aux massacres d'ouvriers, mais encore est-elle fière d'avoir concouru à l'exploitation et à la terreur que celles-ci ont imposées et imposent toujours à la classe ouvrière.

Quant à la Ligue Communiste Révolutionnaire, elle n'est pas en reste. Ni du point de vue de sa contribution à la mystification du prolétariat ni du point de vue de ses méthodes stalinienne. Un de ses membres ne demandait-il pas, au meeting de Marseille, qu'on nous expulse de la salle ?

Aujourd'hui, la guerre est là et en hurlant ainsi avec les loups, LO et ses acolytes ne peuvent que se démasquer un peu plus. Il ne faudra pas que les ouvriers oublient cela quand les trotskistes viendront demain se présenter à eux comme leurs meilleurs défenseurs.

Moro

Campagne sur la CSG

UNE MASCARADE POUR REDORER LE BLASON SYNDICAL

■ La farce ridicule que la bourgeoisie française nous a jouée sur le vote de la motion de censure du gouvernement autour de la "contribution sociale généralisée (CSG)" a exhibé encore une fois aux yeux de tous le cynisme sans limite dont elle est capable. Même la presse écrite, la télévision, voire les journalistes les plus assujettis au PS et au gouvernement, l'ont dit et répété : "C'était cousu de fil blanc !"

La loi devait passer et elle est passée. Seul, le PC, plus hypocrite que la droite, a tenté de faire croire qu'il s'était agi d'un véritable "combat démocratique", et cela pour tromper les ouvriers et les inviter à adhérer au suspens démocratique bidon mené autour de la motion de censure. En fait, tout ce joli corps de ballet était réglé par avance. Et le PCF l'avoue pour ses pairs de la bourgeoisie, par la bouche du directeur de "L'Humanité", Roland Leroy : "Il était clair, écrit celui-ci dans la parution du 22 novembre de l'organe central de presse du parti stalinien, que le vote des députés communistes ne serait pas dirigé contre le gouvernement..."

Mais alors, pourquoi ce barouf puisque tout le monde était d'accord ? Il s'agissait tout simplement de redonner de la vigueur au battage que les syndicats mènent frénétiquement contre la CSG et de faire croire que ceux-ci avaient presque réussi, grâce à leurs actions répétées, à mettre en danger le gouvernement ; rien de moins ! Alors qu'en fait, cette campagne permet de passer sous silence l'ensemble des attaques qui vont frapper la classe ouvrière dans tous les secteurs, et très rapidement. Depuis deux mois, déclarations sur déclarations syndicales, manifestations, journées d'action, débrayages dans les entreprises et pétitions se succédant à une cadence étourdissante n'ont pas eu d'autre but ; les syndicats, CGT et FO en vedette, multiplient les interventions sur la question, soulant littéralement les ouvriers, jouant à fond la carte hypocrite du discours radical et anti-gouvernemental, mais chacun de son côté, afin d'alimenter le désarroi parmi les ouvriers, en plus du matraquage abrutissant auquel ceux-ci ont droit.

Aussi, le cirque parlementaire du 19 novembre et des jours précédents devait permettre à la bourgeoisie de tenter de redonner un puissant crédit à la campagne syndicale des deux mois précédents et de relancer celle à venir, sur cette question de la CSG.

Mais ce cinéma va aussi et surtout de manière générale dans le sens de redorer le blason des syndicats, de les recrédibiliser aux yeux des ouvriers afin de mieux les tromper. Cette entreprise de recrédibilisation, dans la ligne de la forte radicalisation et du barouf incessant et répété que les syndicats organisent depuis la rentrée, a bien pour but de permettre à ceux-ci de se donner les moyens de couvrir au maximum le terrain social, pour enfermer les ouvriers dans le carcan mortifère qu'imposent les syndicats, derrière leur logique, la logique de la bourgeoisie.

Dans cette optique, et pour jouer à fond le contrôle social qui leur est facilité par la période actuelle, les syndicats ont d'ores et déjà planifié, en plus des grèves, journées d'action, manifestations contre la CSG, des "actions" pour les salaires dans le secteur public, avec encore des grèves, journées d'action, et manifestations à la clé, où les ouvriers, comme pour la CSG, vont se retrouver divisés, saucissonnés au maximum.

L'expérience des luttes ouvrières depuis vingt ans a largement démontré que si les ouvriers restent derrière les syndicats, ou bien encore restent passifs à cause de leur méfiance justifiée par rapport aux syndicats, c'est la défaite face aux attaques de la bourgeoisie qui, elle, est assurée. Il ne faut pas se faire d'illusions. Les syndicats ne cherchent qu'à briser la combativité et la conscience ouvrières, et à amener les ouvriers à accepter la misère et l'austérité que cherche à imposer le capital en crise. Il faut que les ouvriers en soient bien conscients et ne se laissent pas endormir par ces manœuvres de la bourgeoisie et de ses syndicats.

PPR

L'AVENIR APPARTIENT AU PROLETARIAT

Nous publions ci-dessous, suivis de notre réponse, des extraits d'une lettre d'une lectrice prenant position sur les événements actuels au Moyen-Orient, notamment sur l'attitude

que doivent y opposer le prolétariat et ses organisations révolutionnaires face à la gravité des enjeux que contient la guerre du Golfe.

"(...) Si la classe ouvrière mondiale, et en particulier celle des pays centraux qui sont en train de préparer l'anéantissement de l'Irak, ne prend pas position contre cette guerre, en faisant grève massivement, en refusant l'envoi d'appelés du contingent dans le Golfe, en empêchant le départ des bateaux et des avions de guerre, alors, on peut dire que c'est à un nouveau recul de la conscience dans la classe que nous allons assister et, de recul en recul, c'est la perspective même de la révolution qui va s'éloigner. Il est un peu tard maintenant pour que la classe ouvrière réagisse avant le déclenchement de la guerre, vu l'imminence de celle-ci, mais il est de la plus haute importance que les révolutionnaires et les sympathisants interviennent maintenant dans la classe avec des mots d'ordre précis dénon-

çant ce conflit (...) comme l'expression de la fuite en avant de la bourgeoisie vers la fin de l'humanité, afin que la classe ouvrière ne se trouve pas désarmée et impuissante devant la force de destruction de la bourgeoisie. (...) En conclusion, il ne faut pas laisser la bourgeoisie embobiner la classe ouvrière avec des discours lénifiants sur les méchants Arabes qui vont régler leurs problèmes entre eux et sur le "ça ne nous concerne pas". Si la classe ouvrière laisse faire ce massacre sans rien dire, elle sera encore plus abattue et apathique qu'avant. Si, au contraire, elle réagit, même timidement, ce sera un élan pour l'avenir qui contribuera à favoriser son renforcement et son organisation dans les luttes revendicatives (...)"

NOTRE REPOSE

■ Nous tenons tout d'abord à saluer l'initiative de cette camarade qui, prenant conscience de l'extrême gravité de la crise du Golfe, nous fait part de ses préoccupations à partir de sa compréhension que le prolétariat est la seule force dans la société capable d'empêcher le capitalisme d'emporter toute l'humanité dans sa folie guerrière. Nous saluons également l'appel de cette camarade à la responsabilité des révolutionnaires, dont la tâche consiste aujourd'hui plus que jamais à montrer aux yeux de la classe ouvrière quelle perspective nous offre le capitalisme décadent, afin de lui faire prendre conscience de la nécessité de détruire ce système avant qu'il n'anéantisse toute la planète.

Cependant, s'il est fondamental que le prolétariat intègre la question de la guerre dans le développement de sa conscience et de sa lutte contre le capitalisme, la manière dont la camarade pose le problème ne nous semble pas correcte. Elle conduit d'une part à une vision pessimiste, se traduisant par un doute sur les capacités de la classe ouvrière à renverser le système, et d'autre part, à une démarche dangereuse, qui risque d'entraîner le prolétariat hors de son terrain de classe.

En effet, la lettre de la camarade pose, entre autres, deux questions essentielles : 1° Si le prolétariat ne réagit pas contre la guerre du Golfe, gardera-t-il ses capacités à renverser le capitalisme ? 2° Quelle doit-être l'attitude de la classe ouvrière face à la guerre du Golfe ?

La première question que pose notre lectrice renvoie à l'analyse que le CCI a développée sur le cours historique, c'est-à-dire sur le sens de l'évolution du rapport des forces entre les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat (1). Cette analyse mettait en évidence que depuis la fin des années 60, un nouveau cours vers des affrontements révolutionnaires s'était ouvert avec le resurgissement de la crise économique qui avait permis au prolétariat de reprendre le chemin de ses combats de classe après cinquante ans de contre-révolution. Nous affirmons également que c'était l'incapacité de la bourgeoisie à embrigader le prolétariat derrière la défense des intérêts du capital national qui avait empêché la classe dominante d'apporter sa propre réponse à la crise historique de son système : une troisième guerre mondiale.

Or, dans la situation actuelle, la camarade, constatant qu'"il est un peu tard maintenant pour que la classe ouvrière réagisse avant le déclenchement de la guerre", en déduit que "la classe ouvrière, si elle ne réagit pas, même timidement, va subir un nouveau recul dans sa conscience", ce qui amène notre lectrice à douter des capacités futures du prolétariat, c'est-à-dire à remettre implicitement en cause la perspective de la révolution prolétarienne.

Il est vrai, comme le constate la camarade, que, face à la guerre du Golfe, aujourd'hui, le prolétariat est impuissant. Il ne pourra pas empêcher le carnage. Mais ce n'est pas à partir de ce conflit militaire, si meurtrier et barbare soit-il, qu'on peut remettre en question toute la perspective historique que les luttes ouvrières ont confirmée depuis plus de vingt ans. Des guerres comme celle qui s'annonce dans le Golfe aujourd'hui, le capitalisme en déchaînera d'autres. La croisade impérialiste menée contre l'Irak ne fait que marquer le tout début d'une nouvelle période où les conflits guerriers dans lesquels les grandes puissances seront de plus en plus impliquées vont constituer une donnée permanente dans la vie de la société, une donnée que le prolétariat sera nécessairement contraint d'intégrer dans sa prise de conscience de la barbarie du capitalisme. Toute démarche immédiatiste consistant à poser dès aujourd'hui une sorte d'ultimatum au prolétariat, comme le fait la camarade, ne peut mener qu'au doute et à la démoralisation.

Si le prolétariat mondial n'a pas la capacité aujourd'hui d'empêcher le déchaînement de la barbarie guerrière dans le Golfe, cela ne signifie nullement que nous allons vers un renversement du cours aux affrontements de classes. Une telle situation supposerait en effet que la bourgeoisie a réussi à infliger une défaite idéologique décisive au prolétariat permettant, comme dans les années 30, son embrigadement massif sous les drapeaux du capital, ce qui est loin d'être le cas dans la situation présente. Ce ne sont pas des bataillons du prolétariat que la bourgeoisie occidentale mobilise aujourd'hui dans le Golfe, mais des troupes de l'armée de métier. Le fait que la classe ouvrière se révèle à l'heure actuelle momentanément paralysée, désorientée, ne signifie en aucune façon qu'elle est prête à accepter le même niveau de sacrifices, et jusqu'au sacrifice ultime de la vie, qu'en 1914 et dans les années 30.

Par ailleurs, le CCI a toujours mis en évidence que, contrairement à la vague révolutionnaire des années 1917-23 qui avait surgi de la première guerre mondiale, la vague des combats ouvriers ouverte en 1968 se développe à partir de la crise économique. Ainsi, aujourd'hui, ce n'est plus la guerre qui constitue le terrain de la mobilisation du prolétariat mais les attaques économiques résultant de l'aggravation inexo-

nable de cette crise. Et les révolutionnaires doivent reconnaître que, sur ce terrain, la classe ouvrière a maintenu et maintient toujours sa capacité à mener le combat en tant que classe contre la dégradation de toutes ses conditions de vie. En ce sens, si, dans l'immédiat, les bruits de botte dans le Golfe provoquent dans les rangs de la classe ouvrière un sentiment d'impuissance, s'il participent à désorienter le prolétariat au point de le paralyser face aux attaques de la bourgeoisie, cette situation ne peut être que momentanée. D'abord parce que, cette guerre, il faudra la payer et c'est, bien sûr, la classe exploitée qui en fera comme toujours les frais. Ensuite, parce que le capitalisme est en train de plonger dans une récession mondiale d'une profondeur sans précédent entraînant de plus en plus toutes les bourgeoisies nationales à porter des attaques anti-ouvrières frontales et massives contre l'ensemble des conditions de vie de la classe ouvrière (cf. "RI" n° 195) Et c'est bien parce qu'aujourd'hui, le prolétariat n'est pas embrigadé, c'est bien parce qu'il va être contraint, avec l'aggravation de la crise, de reprendre le chemin de la lutte sur son propre terrain, que la perspective historique aux affrontements révolutionnaires reste ouverte.

Ainsi, concernant la deuxième question que soulève la lettre de la camarade, quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière face à la guerre du Golfe ? Il n'y a qu'une seule réponse : le prolétariat doit résister fermement à tout ce qui peut le pousser hors de son terrain de classe. Pour cela, il doit, bien sûr, comme le dit la camarade, refuser d'adhérer aux campagnes bellicistes de la bourgeoisie. Mais il doit aussi et surtout éviter à tout prix de tomber dans le piège des campagnes pacifistes qui constituent à l'heure actuelle le thème de prédilection de toutes les fractions de la gauche du capital. Cette idéologie pacifiste ne vise, en effet, qu'à dévoyer le prolétariat, à l'entraîner sur un terrain pourri, celui de l'interclassisme, afin de le noyer au milieu de toutes les bonnes âmes "humanistes" (tels les curés ou les intellectuels) quand ce n'est pas pour le pousser à soutenir l'impérialisme irakien (comme le préconise le prétendu anti-impérialisme des trotskistes).

C'est précisément dans ce piège que risque de tomber la camarade elle-même lorsqu'elle nous suggère d'exhorter le prolétariat à se mobiliser dès aujourd'hui contre la guerre. Toutes ses propositions d'actions "contre la guerre" sont ainsi extrêmement dangereuses dans la mesure où elles peuvent être parfaitement récupérées par les forces d'encadrement capitalistes (comme on a pu le voir à Toulon lorsque la CGT avait, au mois de septembre, tenté de bloquer le départ des bateaux de guerre). Toute mobilisation du prolétariat contre la guerre seule ne peut être que canalisée et récupérée sur le terrain bourgeois du pacifisme, y compris la grève massive que propose la camarade. En effet, la grève n'est pas en soi un moyen d'action du prolétariat. Encore faut-il savoir sur quel terrain elle se situe. Ainsi, en 1936, le prolétariat avait développé des luttes massives pour des revendications économiques, mais ces grèves avaient immédiatement été dévoyées derrière le soutien au Front populaire, c'est-à-dire derrière cette idéologie antifasciste qui allait permettre l'embrigadement de millions de prolétaires dans la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, il suffit encore de voir comment, en Arménie "soviétique", les grèves massives ont pu être canalisées derrière le mot d'ordre bourgeois de l'"indépendance nationale" pour constater que la grève n'est pas en elle-même le critère d'une réelle mobilisation du prolétariat sur un terrain de classe. Ainsi, toute adhésion de la classe ouvrière à un slogan pacifiste ne peut conduire qu'à l'interclassisme, à l'abandon de sa lutte autonome contre le capital.

En ce sens, si, comme le reconnaît très justement la camarade, la classe ouvrière doit intégrer la question de la guerre comme condition du développement de sa conscience et de sa lutte vers le renversement du capitalisme, elle ne pourra le faire qu'à partir de ses propres conditions de classe exploitée, en développant ses luttes de résistance aux attaques économiques. Le prolétariat ne pourra réellement lutter contre la barbarie guerrière du capitalisme que lorsqu'il aura développé à un niveau beaucoup plus important qu'aujourd'hui ses combats de classe. Il ne peut lutter contre la guerre qu'en menant un combat général contre le capitalisme. C'est bien pour cela que l'intervention des révolutionnaires consiste non à faire du problème de la guerre une question en soi, séparée des autres aspects de la vie du capitalisme, mais à mettre en évidence le lien entre la guerre et la crise économique, et plus globalement, l'ensemble de la barbarie dans laquelle s'enfonce le capitalisme. Les révolutionnaires doivent souligner toute la gravité des enjeux de la situation historique que nous vivons aujourd'hui, afin de planter des jalons pour l'avenir en appelant le prolétariat à prendre conscience que c'est un seul et même système en pleine putréfaction qui s'avère responsable de la misère, des famines, et de la barbarie guerrière.

Avril

(1) Cf. la "Revue Internationale" n° 18 : "Rapport sur le cours historique"

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer l'objet du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F. Abonnement de soutien : 12 numéros : 200F.
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F. Abonnement de soutien : 4 numéros : 150F.
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F. Abonnement de soutien : 300F.
ABONNEMENT DIFFUSEUR : Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes : Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F. Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F. Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU CCI

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale, 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (nouvelle édition remaniée et augmentée)
30F + 3F pour frais d'envoi.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

UNE AGITATION SANS PERSPECTIVE

Aujourd'hui où toutes les forces de la bourgeoisie encensent à qui mieux mieux ce qu'elles appellent le "mouvement lycéen", la gauche et les gauchistes en particulier se chargent de véhiculer dans les rangs de la classe ouvrière les pires mystifications sur ce type d'agitation stérile qui se développe sur un terrain interclassiste, du style "la lutte des lycéens constitue un exemple à suivre pour la classe ouvrière", que l'on trouve par exemple chez les trotskistes.

C'est pour démontrer l' inanité de telles mystifications que nous publions l'article ci-dessous, qui reprend, en l'actualisant, l'analyse que nous avons déjà développée au moment de l'agitation estudiantine de l'hiver 1986 contre la loi Devaquet.

■ Les étudiants et les lycéens ne constituent pas une classe dans la société. Une classe est définie par sa place au sein des rapports de production. Dans la mesure où la jeunesse scolarisée n'est pas, par définition, encore insérée dans ces rapports, les seuls critères permettant d'établir la classe d'appartenance des éléments qui la composent sont l'origine sociale et le devenir dans la société (qui, en général, sont équivalents) de ces éléments. Or, au même titre que d'autres catégories sociologiques telles que la jeunesse en général, les femmes, les "gens de couleur" ou les "consommateurs", on trouve dans la jeunesse scolarisée des éléments appartenant à toutes les classes et couches de la société. C'est pour cela qu'on ne peut parler d'un "mouvement étudiant" ou d'un "mouvement lycéen" comme on parle d'un mouvement ouvrier. Tout au plus peut-on parler d'"étudiants et de lycéens en mouvement".

UNE AGITATION INTERCLASSISTE ETRANGERE AU PROLETARIAT

En effet, alors que la classe ouvrière constitue ou tend vers une unité tant au plan de ses revendications et luttes dans la société capitaliste qu'au plan de ses objectifs historiques, la jeunesse scolarisée, au même titre que la jeunesse en général, ne peut avoir de revendications spécifiques (si non très secondaires par rapport aux questions centrales qui se posent dans la société) et encore moins de perspective historique propre. De ce fait, les explosions de mécontentement qui peuvent agiter ce milieu sont, en général, impuissantes, stériles et ne peuvent mener nulle part sinon à une décomposition accélérée de ce type de "mouvement". A l'opposé de la classe ouvrière pour qui, plus un mouvement se pose de questions fondamentales et plus il renforce son unité, la condition du maintien de l'unité des mouvements estudiantins est justement qu'ils ne se posent pas des questions fondamentales, engageant l'ensemble de la vie de la société. L'"unité" entre des enfants de bourgeois, de petits bourgeois de toutes sortes (professions libérales, cadres, petits commerçants, paysans) et d'ouvriers, entre des éléments qui sont en passe de s'insérer activement dans la classe exploiteuse et des éléments qui vont prendre place dans la masse des exploités et des chômeurs ne peut se réaliser (et encore de façon éphémère) qu'autour d'objectifs ne remettant nullement en cause ni les rapports de production existants, ni même leur bon fonctionnement (si l'on peut parler de "bon fonctionnement" de ceux-ci dans la situation de crise économique présente).

C'est pour cette raison qu'un des thèmes majeurs mis en avant aujourd'hui par l'agitation des lycéens, comme par les étudiants dans le "mouvement" de l'hiver 86, est l'apolitisme. Si cet apolitisme affiché peut se baser en partie sur une méfiance ou un scepticisme qui se développe dans toutes les parties de la société, et plus particulièrement dans la jeunesse, à l'égard du jeu des partis politiques bourgeois, il serait tout à fait erroné d'attribuer à cette cause un caractère déterminant. C'est ce qu'on a pu vérifier dès l'origine du "mouvement" par le fait que le parti socialiste, à travers sa succursale la FIDL, s'est trouvé dans celui-ci comme un poisson dans l'eau. C'est ce qui s'est confirmé encore par la mise en place de "coordinations" concurrentes chapeautées d'un côté par le PCF et la fraction "chévénementiste" du PS, de l'autre par la fraction "mitterrandiste" qui s'est adjoint les bons offices de SOS Racisme, sans oublier les trotskistes de LO et de la LCR, toujours prêts à grenouiller derrière tout ce qui bouge pour faire de la surenchère radicale et renforcer leurs effectifs. Ce que recouvre aujourd'hui l'apolitisme revendiqué par une bonne partie de ces lycéens, ce n'est pas tant un refus de la "récupération" qu'une volonté délibérée de refuser de se poser des questions politiques dans la mesure-même où de telles questions risquaient de faire éclater au grand jour l'hétérogénéité fondamentale existant entre

les différents éléments participant à ce mouvement. L'unité, l'ampleur et la "force" illusoire de l'agitation lycéenne ne peut reposer que sur l'étouffement de tout débat (forcément de nature politique) sur les questions essentielles qui sont aujourd'hui posées à la seule classe qui puisse réellement changer la société : le prolétariat.

Le fait qu'aujourd'hui, comme en 1986, l'agitation de la jeunesse scolarisée se veuille apolitique, alors que celle qui s'est développée dans les années 60, et notamment en 1968 en France, se soit, au contraire revendiquée comme politique, et même "révolutionnaire", ne signifie nullement qu'il puisse exister une différence de fond entre ces divers mouvements. Le mouvement de mai 68, celui de novembre 86 et celui d'aujourd'hui sont de même nature. Ce qui les différencie, c'est le moment historique où ils prennent place.

L'IMPUISSEANCE DES REVOLTES ESTUDIANTINES

Le mouvement de 68 (comme ceux qui l'ont précédé à partir de 1964 aux USA) intervient à la fin de la période de reconstruction de l'après-guerre. Pendant cette période, les besoins mêmes de la reconstruction, auxquels s'ajoute la nécessité pour l'appareil productif de faire appel à une force de travail ayant une formation beaucoup plus développée qu'auparavant, provoquent un gonflement rapide des effectifs des universités dans tous les pays avancés. Tant que se poursuit la reconstruction, il existe de réels débouchés relativement gratifiants pour la population universitaire. Par contre, lorsque cette reconstruction commence à atteindre ses limites, ces débouchés tendent à se fermer, ce qui est un facteur de malaise croissant au sein de cette population. En particulier, la "sélection" (qui, dans les faits a toujours existé) que différents gouvernements essaient de systématiser, et qui est déjà à cette époque à l'origine de bien des explosions estudiantines, correspond à la nécessité pour la bourgeoisie, qui commence à se heurter à la crise aiguë de son économie, de rentabiliser le mieux possible l'investissement que constitue pour elle l'appareil éducatif.

A côté de ces conditions plus objectives des révoltes étudiantes des années 60, il faut également souligner d'autres facteurs spécifiques permettant plus particulièrement d'expliquer leur caractère "politique" et "radical".

D'une part, dans un certain nombre de pays, et notamment ceux qui ont connu les mouvements les plus importants tels que les USA, l'Allemagne et la France, il existait des circonstances historiques favorables à une "politisation" de la jeunesse concentrée dans les universités, telles que la guerre du Vietnam, celle d'Algérie, de même que le rejet de l'embarquement de leurs aînés par le nazisme.

Par ailleurs, ce que révèlent également les révoltes estudiantines des années 60, c'est le phénomène historique de décomposition de l'idéologie bourgeoise propre à la décadence du capitalisme, phénomène ressenti avec une acuité particulière dans la jeunesse scolarisée dans la mesure où le système éducatif est un des lieux privilégiés de production et de reproduction de cette idéologie.

Cet ensemble de facteurs, et leur combinaison, permet donc d'expliquer à la fois l'ampleur des révoltes étudiantes des années 60 et leur caractère "politisé" et "radical". Cependant, les bases mêmes sur lesquelles s'est opérée cette "politisation" tant au plan de la catégorie sociale concernée qu'au plan des questions touchées, n'ont pu déboucher que sur le terrain bourgeois du pacifisme, de l'anti-impérialisme, de l'anti-fascisme, du féminisme, etc.

Dans les années 60, de nombreux étudiants pouvaient se donner l'illusion d'être "révolutionnaires" en assimilant leur lutte contre certaines structures de la société capitaliste à une lutte contre les fondements de celle-ci. Mais s'ils ont "tant aimé la révolution", ils ne pouvaient constituer comme tels ni des troupes pour celle-ci, et encore moins son avant-garde. D'ailleurs les événements de mai 68 en France en ont constitué une illustration rapide : dès lors que la classe ouvrière s'est mise en marche, le mouvement des étudiants "radicalisés" n'a pu apparaître que comme la queue de celui du prolétariat et il n'a dû sa survie jusqu'aux vacances d'été qu'à l'ampleur et à la durée de la grève ouvrière qui constitue de très loin l'événement historique fondamental de cette période. Et si une petite frange des étudiants "radicalisés" a pu parvenir à des positions réellement révolutionnaires, c'est avant tout parce qu'à partir de 68, justement, s'est développée la reprise historique des combats prolétariens qui est venue donner une perspective de classe à leur révolte contre la société.

En fin de compte, si les "mouvements" étudiants des an-

nées 60 ont pu être présentés comme une "avant-garde" du mouvement de la classe ouvrière, ou comme son "détonateur", c'est uniquement dû à une illusion d'optique dans la lecture des faits historiques. La succession dans le temps de l'agitation étudiante et des grèves ouvrières ne traduit nullement l'existence d'un lien de cause à effet entre ces deux phénomènes. Elle s'explique par le fait que leur origine commune, la fin de la reconstruction de l'après-guerre et les premiers symptômes de la crise capitaliste, a d'abord affecté le milieu étudiant par la fermeture croissante de ses perspectives d'avenir avant que la classe ouvrière ne soit elle-même directement frappée par les effets de la crise (ralentissements des hausses salariales, croissance de l'inflation, développement du chômage).

SEULE LA CLASSE OUVRIERE PEUT OFFRIR UNE PERSPECTIVE A TOUTE LA SOCIETE

Ainsi, alors que les "mouvements" étudiants des années 60 ne pouvaient déjà pas constituer, malgré leur caractère "radical", une quelconque "avant-garde" de la lutte de classe, ceux d'aujourd'hui et ceux qui vont surgir dans le futur face à la décomposition croissante de la société bourgeoise, ne peuvent que révéler de façon de plus en plus nette le caractère impuissant, stérile, privé de perspective et étranger au prolétariat, de ce type de "mouvement". Ce ne sont pas les révoltes étudiantes des années 60, et notamment celle de 68 en France, qui sont typiques de la nature profonde des "mouvements" impliquant comme telle la jeunesse scolarisée et qui peuvent donc indiquer la forme qu'ils prendront dans l'avenir. Ce qui est significatif de l'avenir de ce type de mouvement, c'est, au contraire, l'"apolitisme" derrière lequel se cache évidemment une politique bourgeoise et d'adhésion aux thèmes bourgeois comme les droits de l'homme, la démocratie, la revendication d'une "bonne police" qui fasse "proprement" et "sérieusement" son travail, tels qu'on les a vus dans l'agitation des lycéens comme dans celle des étudiants en 86.

Alors qu'au milieu des années 60, les étudiants semblaient avoir le quasi-monopole de la lutte contre l'ordre existant dans la mesure où la classe ouvrière était encore absente de la scène historique, il n'en est plus de même aujourd'hui. Le fait que la classe ouvrière ait engagé maintenant, et depuis plus de 20 ans, des combats répétés et de plus en plus profonds face à une détérioration croissante de ses conditions de vie, a remis les pendules à l'heure. Les véritables antagonismes qui déchirent la société sont devenus une évidence qui ne pourra que s'imposer de plus en plus, remettant à leur véritable place les mouvements de la jeunesse scolarisée.

Pour tous ces lycéens issus de la classe ouvrière qui se sont laissés embarquer dans ce mouvement interclassiste, la question de fond reste entière : quel avenir leur réserve le capitalisme ? Lorsque ces éléments vont se trouver confrontés à la réalité, lorsqu'ils vont réaliser que malgré leurs beaux diplômes, la seule perspective que puisse leur offrir ce système, c'est la misère et le chômage, cette agitation va constituer une expérience importante dans le chemin de leur prise de conscience, mais nullement en tant qu'expérience positive leur indiquant la direction à prendre. Cette décanation ne peut que passer par une perte d'illusions sur le mouvement auquel ils ont participé. Cependant, cette perte d'illusions, si elle constitue un terrain fertile pour une prise de conscience, ne saurait suffire à celle-ci. Elle peut aussi bien aboutir au désespoir ou au repli sur soi dans la "débrouille individuelle". Seul le développement de la lutte de classe que la poursuite des attaques capitalistes contre toutes les conditions de vie du prolétariat va nécessairement entraîner, pourra venir féconder ce terrain.

En ce sens, ce n'est pas le mouvement des lycéens qui sera, malgré son côté spectaculaire et massif, le facteur déterminant dans la prise de conscience des éléments d'origine ouvrière qui s'y sont impliqués, mais bien le mouvement de la classe qui soudra, autour de ses bataillons décisifs et de sa perspective historique, l'ensemble de ces éléments. Et c'est un processus qui ne pourra être immédiat car, contrairement aux agitations de la jeunesse scolarisée, ce mouvement du prolétariat n'est pas un feu de paille. S'il ne s'enflamme que progressivement et ne le fait pas d'emblée avec l'éclat des premières, c'est justement parce qu'à l'opposé de celles-ci, il s'attaque à la tâche la plus considérable qu'il ait été donné à l'humanité de réaliser : abolir la société d'exploitation et instaurer le communisme à l'échelle mondiale.

D'après "RI" n°152, janvier 1987.

Revolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont **partout** des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

• Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "lutes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

• L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.